

Le Courrier du Canada,

JOURNAL DES INTERETS CANADIENS.

Rédacteur:—A. E. AUBRY.

JE CROIS, J'ESPERE ET J'AIME.

Editeur-Propriétaire:—LEGER BROUSSEAU.

Italie.

La lettre suivante, écrite de Rome, le 3 août, à l'Ami de la Religion sera lue avec intérêt. On y verra entre autres choses la raison qui a porté Cialdini à réformer les corps garibaldiens dont il avait lui-même jadis provoqué la dissolution :

Je vous ai signalé, dans une de mes dernières lettres, la concentration de forces militaires opérée par le gouvernement piémontais, tant sur les frontières de la Toscane que sur les frontières napolitaines. Le fait ne saurait être mis en doute aujourd'hui. Les journaux italiens avouent cette mesure et cherchent seulement à l'expliquer à leur manière. Les feuilles de la Toscane disent que l'autorité piémontaise ayant appris que des bandes de réactionnaires se formaient dans la province de Viterbe, dans le but d'envahir et de pousser à la révolte les contrées nouvellement annexées, a cru devoir échelonner, le long des confins toscans, des forces militaires suffisantes pour repousser toute tentative d'agression.

Les feuilles de Naples expliquent les précautions prises à peu près de la même manière. On a voulu protéger les frontières napolitaines contre les bandes bourbonniennes organisées et soldées à Rome, et que l'on fait passer incessamment dans les Abruzzes. On veut aussi s'opposer à ce que les royalistes, en cas d'échec, puissent trouver un refuge sur le territoire pontifical.

Persone ne croira, assurément, à ces calomnieuses accusations, et il ne tombera dans l'esprit de personne de penser que le gouvernement romain, pressé de toutes parts par les troupes piémontaises, sans armée, sans finance, presque sans armes, songe à organiser, dans la province de Viterbe, des corps de volontaires pour tenter une expédition contre les troupes sardes. Cependant, depuis quelques semaines, ces injustes imputations sont renouvelées à chaque instant et trouvent de l'écho jusque dans les feuilles officielles de Turin. C'est ainsi que la Gazette officielle de Turin déclarait formellement dans son n° du 23 juillet, si je ne me trompe, que Rome organisait, soudoyait et dirigeait les bandes de brigands des Abruzzes. On veut évidemment par là préparer l'opinion publique et créer un prétexte pour une nouvelle invasion des provinces pontificales. On sait que Cialdini a déclaré que si les bourbonniens se retiraient sur le territoire romain, il les y suivrait et les poursuivait à outrance, dût-il aller les réclamer jusqu'à Rome.

Heureusement les royalistes napolitains donneront à Cialdini assez de besogne chez eux pour l'empêcher de mettre à exécution ses bienveillants projets contre Rome. La réaction s'étend partout désormais et le mouvement devient formidable. Les provinces qui, jusqu'à ce jour s'étaient abstenues prennent une part active à la lutte, et les Calabres sont en feu, suivant les dernières nouvelles arrivées ici. Cialdini commence à s'apercevoir qu'il avait eu une trop grande confiance dans sa capacité lorsqu'il avait demandé un cabinet de Turin deux semaines avec de pleins pouvoirs pour purger les provinces napolitaines des brigands qui les infestaient, et jeter le découragement dans l'esprit de qui les pays. Aujourd'hui, il est obligé de reconnaître son impuissance et de solliciter des secours nouveaux.

Vous savez qu'il appelle à son aide, dans la lutte qu'il entreprend contre les Napolitains, tous les garibaldiens et les chemises rouges du monde et restitue leur grade à tous les anciens officiers qui ont servi sous les ordres de Garibaldi. Comment peut-il se faire que Cialdini, qui a tant contribué à la dissolution des bandes garibaldiennes, qui les a si violemment attaquées et outragées dans la personne de leur chef, soit le premier à leur tendre la main, à faire amende honorable et à leur restituer leur ancienne et redoutable position ? Quel a pu être le motif d'un si prompt et si radical changement ? Qui a pu engager le gouvernement piémontais à faire appel aux chemises rouges et à réorganiser leur corps qu'il dissolvait hier sous le prétexte que son existence était un danger pour l'unité italienne ?

Si nos renseignements sont exacts, et nous avons tout lieu de croire qu'ils ne sont pas erronés, voici la clef de ce mystère : l'armée piémontaise est complètement insuffisante pour faire face aux nécessités du moment. L'indisciplinée, la désertion diminuant tous les jours ses rangs, et il est presque matériellement impossible d'en augmenter le chiffre. On connaît les résultats merveilleux obtenus dans les Marches et l'Ombrie. Dans le royaume de Naples, la conscription n'est pas praticable. On sait que les désertions ont pris depuis trois semaines des proportions vraiment alarmantes pour la discipline militaire.

Le 10e régiment de ligne, campé dans la Romagne, a déserté aux deux tiers, et le 9e, que l'on a envoyé pour le remplacer, a tout l'air de marcher sur ses traces. Les personnes les plus compétentes affirment que les troupes piémontaises valent

beaucoup moins aujourd'hui qu'au commencement de la guerre d'Italie. Voilà pour l'armée en général.

Quant aux soldats qui se trouvent dans le royaume de Naples, leur découragement est grand. Harassés de fatigues, sans cesse en route par des chemins difficiles, souffrant de la faim, de la soif, battus presque toujours par un ennemi invisible qui leur tombe sur le dos à l'improviste et se retire ensuite sans qu'on puisse le rejoindre, les soldats murmuraient et parlaient de refuser de marcher et de continuer une lutte inégale pour eux. Vous n'avez pas oublié l'envoi précipité de Naples pour Gènes de deux régiments de grenadiers lombards au moment même où M. di San Martino demandait à Turin un renfort immédiat de 60 bataillons. Telle était la situation sous le général Durando.

Cialdini, sitôt son arrivée à Naples, rassembla les chefs des divers corps de l'armée, et leur demanda quel était l'esprit de leurs troupes. Ils furent presque unanimes pour signaler que le moral du soldat était fortement ébranlé, que les fatigues extrêmes auxquelles on l'exposait et cette guerre de guérillas à laquelle il était peu fait, le décourageaient fort, et que la discipline de l'armée avait fortément à en souffrir.

C'est à la suite de cette conférence que Cialdini, reconnaissant que ses troupes régulières étaient assez peu propres à une guerre de montagne, où l'on ne saurait opérer avec de grands masses, aurait songé aux garibaldiens et à les organiser par petites bandes pour les lancer en avant et les faire appuyer ensuite de ses troupes régulières. C'est donc à cette impuissance reconnue de pouvoir vaincre seul le mouvement royaliste que la réorganisation des volontaires de Garibaldi est due. Beaucoup de personnes considèrent cette nouvelle formation des bataillons garibaldiens comme un véritable danger et la source future de fort graves difficultés pour le Piémont.

Mgr de Latour d'Auvergne a été sacré jeudi dernier dans l'église Saint-Louis des Français par son Eminence le cardinal de Villecourt. Le personnel de l'ambassade, les généraux de l'armée, l'état-major, en un mot tout le monde officiel français assistait à la cérémonie et est allé ensuite féliciter le nouvel archevêque. Mgr Latour d'Auvergne doit quitter demain Rome pour se rendre en France. On assure que Mgr Menjaud lui déléguera tous ses pouvoirs pour l'administration du diocèse de Bourges et fixera désormais son séjour à Paris, s'occupant presque exclusivement de la direction de l'ambassade impériale qui lui est confiée.

On lit dans une correspondance adressée de Rome au journal le Monde :

Tout se prépare dans la péninsule pour une attaque suprême. L'impétuosité du parti d'action augmente chaque jour, et il ne convient pas à M. Ricasoli de reculer au même de retarder l'accomplissement de ses promesses imprudentes. S. M. le roi d'Italie, d'ailleurs, a donné depuis longtemps sa parole à la Révolution : *Andremo al fondo*. Pourquoi ses ministres hésiteraient-ils à la tenir ? Serait-ce par crainte de nos reproches et des censures de la diplomatie ? Nous sommes habitués à les leur voir braver.

Il y a dans les provinces du Centre un mouvement de troupes se dirigeant vers le Midi. Les troupes des Marches sont massées vers Ascoli ; d'autres s'embarquent à Gènes, à Livourne, à destination de Naples.

D'après des renseignements que je reçois en même temps de Naples et de Sinigaglia, Cialdini se propose d'agir avec toutes ses forces contre la réaction. Il croit pouvoir l'étouffer dans le sang. Traquer les derniers combattants vers Sora, les pousser vers la frontière romaine, afin qu'ils se réfugient dans l'Etat Pontifical, y entrer à leur suite, et sommer ensuite les Français de partir en amis de Rome et de se retirer à Civitavecchia. Les renseignements de Sinigaglia ajoutent, et je ne sais jusqu'à quel point on peut les accepter, que l'un des fils de Lucien Bonaparte, don Antonio, est arrivé dans cette ville et est descendu chez son beau-frère Francesco Marsi. Don Antonio aurait une suite princière, des voitures et des chevaux de prix. Il convoquerait dans le courant de ce mois une réunion de tous les comités nationaux pour délibérer sur la question de Rome et Venise.

Les révolutionnaires de Rome ont voulu célébrer par une manifestation la joie que leur donnent, disent-ils, les termes de la lettre de l'Empereur à Victor-Emmanuel. La police française et la police romaine y ont mis bon ordre.

Le Consistoire a eu lieu hier. Le journal officiel vous donnera le détail des actes du Saint-Père dans cette circonstance.

Le Pungolo nous apprend qu'un grand coup doit être frappé par la secte catholique dans ce mois de juillet. Il faut remarquer que, depuis quelque temps, les révolutionnaires affectent, en parlant des amis de la justice, de les désigner par le nom générique de secte. Les ré-

ricains, les ultramontains sont aujourd'hui une secte, les réactionnaires des brigands. Passons. Donc un grand coup va être frappé, et c'est, au dire du Pungolo, un abbé Contini, qui est chargé de l'exécution. M. l'abbé Contini a laissé pousser ses moustaches ; il a des habits laïques et est parti pour Paris, etc.

Ce même journal annonce que le Saint-Père dénouille Rome de tous ses chefs-d'œuvre.

L'immoralité et l'impudence de la presse sont arrivées à un tel degré que les pouvoirs s'en alarment, et que des hommes courageux vont, dit-on, prendre le parti de créer une correspondance impartiale de Rome qui sera adressée à tous les journaux à un prix très réduit. Il s'agit de démentir les mensonges et les calomnies de tous les jours et d'exposer les faits dans toute leur vérité.

On écrit de Naples, au Monde :

Cialdini est partagé entre l'espérance de vaincre la réaction à l'aide des républicains, et la crainte d'être écrasé par eux. Il pourra lui arriver d'être écrasé avant d'avoir vaincu. Au reste, il ne se dissimule pas certains dangers, et ceux qui l'approchent ne se gênent pas pour mettre publiquement en doute sa bravoure. Singuliers aveux que nous recueillons de la bouche de ses lieutenants !

Cialdini, à Castellidardo, à Ancône, à Gênes, se montrant, disent-ils, bouillant d'ardeur derrière ses soldats et ses canons. Sous sa tente, après boire, il gesticulait et foudroyait en paroles tous les ennemis de l'Italie, y compris les Français. D'où vient aujourd'hui qu'il s'entoure de précautions, se déguise et prend des airs affairés ? Il reçoit des lettres anonymes ; c'est lâche à ceux qui les écrivent ; mais pourquoi, quand il les lit, son visage semble-t-il décomposé par la peur ? Son front se couvre de sueur, disait un aide-de-camp. Ses mains tremblent. C'est plus fort que lui, le général ne peut supporter l'idée de mourir comme un chien. Les assassins ont une crainte épouvantable des assassins.

Cela dit, il ne faut pas croire aux dépêches télégraphiques qui vous disent que la réaction va être facilement détruite.

Les bandes victorieuses parcourent les provinces de Naples, de la Terre de Labour, de la Capitanate, des Abruzzes, et les Calabres sont plus que jamais au pouvoir de la réaction.

Les autorités piémontaises sont démoralisées, les soldats fatigués à l'excès, et si la haine que leur portent les Napolitains n'était pas à son comble, et s'il n'existait pas entre nous les différences de langage et de patrie, ces soldats feraient comme les gardes nationales, ils passeraient à la réaction.

On écrit de Cozenza, le 21 juillet :

Il arrive tous les jours des exprès de Reggio, de Cotrone, de Monteleone, de Catanzaro et d'une foule de communes, annonçant le passage continu de bandes enthousiastes. Ces bandes augmentent sans cesse en nombre, en instruction militaire, en courage. Elles vont menaçant capturant et désarmant les gardes nationales et les Piémontais. Elles se fournissent de vivres et d'argent près des autorités communales, et laissent des regus à ces autorités au nom de François II.

Voici des dépêches adressées au Gouvernement de Naples, hier :

Grand mouvement réactionnaire sur toute la ligne de Nola, Ariano, Bevino et Foggia. Les bandes s'unissent les unes aux autres. Dangers imminents. De Venafro et Caserta, on signale que le 26 une bande de plus de 400 brigands ou insurgés s'est montrée dans la Valle Capa. Ils sont bien armés, ont des habits et des équipements militaires, des tambours et des clairons. Les communes de Folla, San Angelo, Caggiano, Fasanello, dans la province de Salerno, se sont insurgées au cri de : *Vive François II*.

Le Piémont envoie sans cesse des renforts de troupes. Plus il va dans sa voie, plus ces renforts lui sont nécessaires. La garde nationale ne veut plus servir ; les vétérans, que le Gouvernement a voulu lancer contre les réactionnaires, ont refusé. Ceux de Civitella del Tronto ont dit : " Nous ne pouvons tirer sur nos frères d'armes, qui sont en grand nombre parmi les bandes. " — Or, ces réfractaires vont être décimés.

A Campo Basso, un insurgé est tombé aux mains des Piémontais. Avant de le fusiller on l'a fouillé. Il avait une liste des familles à respecter dans la province. Le gouverneur a demandé à Naples la faculté de faire fusiller tous les hommes de ces familles.

Après avoir raconté de tels traits, la plume s'arrête.

On écrit de Naples :

La réaction, ardente, irrésistible, suit son cours et s'étend comme un vaste incendie sur tout le royaume. Elle cherche même des i-sues pour en sortir, et va gagner rapidement les Marches et l'Ombrie. C'est en vain que les Piémontais se sont massés sur les frontières pontificales, les brigands, au nombre de 4

ou 500, dit-on, ont fait une trouée et parcoururent la province de Rieti. Cialdini, éperdu, rassembla en hâte les députés venus de Turin, auxquels le peuple donne un charivari, et leur demanda d'aviser avec lui à sauver l'Italie. J'ignore le résultat de la délibération ; mais l'un des députés, comme je l'ai déjà annoncé, a pris le poste de Spaventa. Voilà de Blasio secrétaire pour les affaires de l'intérieur et de la police. Ils ont beau changer les hommes ; le cœur de la population les a en une haine invincible. C'est triste, c'est douloureux à dire : les Napolitains auraient moins d'horreur pour les dominations qu'ils ont subies pendant les siècles passés, que pour les Piémontais. Et cela s'explique ; les conquérants n'avaient pas employé la trahison la plus infâme, les artifices les plus ignobles. Ils n'avaient pas jeté notre bien-être, notre honneur, notre vie, nos trésors, notre bon roi, le fils de la Sainte, et tout ce que nous possédions enfin de libertés et de progrès véritables, dans cette urne menteuse, dite du suffrage universel. Les conquérants ne venaient pas détruire une monarchie glorieuse, nationale, identifiée à nos mœurs, à notre langage, à notre foi vive. Le Piémontais, sous le prétexte de nous italianser, nous veut piémontiser. Pour cela, il nous enlève notre nationalité, que nous avions conquise après de longs siècles de servitude ; il nous enlève la dynastie napoléonienne, la première dynastie dont la miséricorde divine nous avait enfin dotés. — Mais, vive Dieu ! cela ne sera pas. C'est entre nous et les Piémontais une guerre à outrance. Leur excès finiront par appeler des excès terribles, et nous, Napolitains nous saurons mourir ; c'est un mérite que l'on nous a toujours reconnu.

Remarque au reste le langage même des ennemis de Bourbon. Prenez, par exemple, le journal la Pietra infernale. Le directeur a la hardiesse d'adresser aux Piémontais des lignes comme celles-ci : " Je n'écris pas pour la justice. Il n'y aura jamais de justice là où habite la camarilla qui infeste l'Italie ; mais j'écris pour protester au nom du pays menacé par la guerre civile, au nom des familles privées de leurs chefs, au nom de l'humanité, au nom de notre droit, au nom du sang qui inonde nos provinces, au nom des gémissements qui font retentir les échos de nos montagnes. " " Je ne te crains pas, gouvernement piémontais, depuis que je ne t'estime plus. Que pourrais-tu me faire ? M'emprisonner... Oh ! la grande chose ! Et puis ? — Sais-tu que si j'avais à choisir entre mourir pendu ou devoir la vie à ta faveur, je choiserais la potence ? " Et cependant je t'aimais, ô gouvernement piémontais ! nous tous, nous l'aimions un jour, il y a un an, quand on ne te connaissait pas... Mais aujourd'hui... oh ! aujourd'hui !... "

Mais voyez donc votre œuvre, ô gouvernants ! Venez, parcourez les rues, entrez dans nos maisons, pénétrez dans nos magasins ; que voyez-vous ? La pâleur de la mort, la misère, le désespoir ! "

On comprend tout ce qu'un pareil langage a d'autorité, lorsque l'on compte SOIXANTE ASSASSINATS EN UNE SEMAINE DANS LA SEULE VILLE DE NAPLES, lorsque chaque courrier des provinces nous apporte la nouvelle des excès piémontais, des exécutions, des incendies des villages et des villes, des vols et des meurtres atroces, accompagnés de violences sur les femmes. Tandis que Chia-vone, que la Révolution glorifie par ses calomnies, renvoie les prisonniers piémontais avec des sauf-conduits, les Piémontais livrent deux chiavonistes à la fureur de la populace, et puis les fusillent.

Mais tout annonce que le temps de ces générosités va passer, et nous redoutons des fureurs réciproques.

Le 61e de ligne a éprouvé des pertes considérables à Moschiano, près de Nola. Les Hongrois ont été battus de nouveau à Avellino. Les brigands ayant tout à coup débarqué à Manfredonia, sont tombés sur les Piémontais, qui, étant en petit nombre, ont été écrasés. Des débarquements ont eu lieu simultanément à Gulinova et au Pizzo, et plusieurs milliers de réactionnaires sont entrés à Arce. A Bovino, à Pescara, à Mola, dans toutes les villes à peu près des Calabres, la réaction triomphe. Il serait trop long d'énumérer les faits dont le récit étonnant remplit toutes les correspondances des provinces. Naples et les environs de Naples ne laissent pas que d'inspirer de vives inquiétudes au Gouvernement.

La vue des blessés qui nous arrivent de tous côtés n'est pas faite pour relever l'abattement des Piémontais. Samedi, un bataillon de garde nationale monta à San-Salvatore sur le Vésuve ; mais il dut bien vite redescendre. Aux Canalicci, près de la ville, il y a quatre cents brigands ; ils sont venus jusqu'à Locca-vio, où ils ont tranquillement désarmé la garde nationale, après quoi ils arrivèrent au Vomero, sorte de faubourg de Naples. Sept cents soldats ont été embarqués pour les Calabres, avec lesquelles nous n'avons plus de relations, ni télégraphiques, ni postales.

Avant-hier a eu lieu une démonstra-

tion étrange. Au moment où un bataillon de garde nationale défilait dans la rue de Tolède, on a crié : *Vive Garibaldi !* A peine le bataillon a-t-il été passé, on a crié : *Vive François II !* et une foule de plus de 4,000 personnes, descendant la rue de Tolède, est arrivée sur la place du Palais-Royal et a acclamé François II avec un enthousiasme extraordinaire. Le diocèse de Trivento est parcouru par une colonne de 3,000 brigands qui défilent pacifiquement la garde nationale.

Au moment où je ferme ma lettre, on dit que toute la province de Cilento est insurgée. "

On écrit de Naples :

En peu de mois, nous voici au cinquième lieutenant de Victor-Emmanuel. Il est facile d'en tirer cette conclusion : ou les Piémont n'envoie que des nullités politiques, et alors Farini, Nigra, Carignani, et Poza di San Martino sont incapables, ou le pays refuse énergiquement le gouvernement du Piémont et proteste contre l'usurpation, et alors les votes, l'unanimité du suffrage universel, les emplacements dont on a tant parlé à l'Europe et à la diplomatie ne sont que mystifications honteuses et déloyales. De toute façon, on doit reconnaître que le peuple napolitain repousse violemment les envoyés piémontais, qu'il déclare être trompé, volé, trahi, opprimé, bâtonné, poignardé, fusillé en masse. On ne peut nier qu'il n'exerce l'invasion, qu'il ne soit impatient de reconquer son autonomie et de voir rentrer son roi légitime. Il n'y a plus d'illusions à se faire et les unitaires eux-mêmes en conviennent. D'ailleurs, les assurances tant de fois répétées des ministres de Napoléon aux Chambres françaises, l'attitude des puissances, les notes échangées entre Paris, Vienne et Madrid, confirment les Napolitains dans la pensée que la cession de Rome au Piémont est impossible. De là il n'y a qu'un pas à faire pour induire que Naples ne saurait rester sous le joug de cette puissance de troisième ordre, qui n'a dû ces succès passagers qu'à la trahison et à la diffusion de 25 millions de francs dans le royaume.

Naples ne sera donc jamais au Piémont. Cela posé, il n'est pas inutile de se demander à quoi peut aboutir l'œuvre de Cialdini. Cialdini concentre, il est vrai, les deux pouvoirs militaire et civil. Il a le droit de vie et de mort, et se dit décidé à étouffer la réaction dans le sang. Voilà un aventurier, un soldat, aussi brutal, qu'inséparable, à son gré d'un royaume naguère florissant et exerçant à la face de l'Europe une dictature absolue. Mais après ? Déjà la presse libérale tout entière s'élève contre la mesure du gouvernement de Turin, qu'elle accuse d'être ultra-désotique et de jeter à la civilisation un défi barbare et cruel. Elle s'élève aussi contre ce Cialdini, ce rétrograde, qui n'a, dit-elle, aucune valeur d'intelligence, aucune connaissance administrative et ne possède pas, d'ailleurs, des forces suffisantes pour comprimer les élans d'une réaction générale. Cialdini, ajoute-t-elle, reconnaît son impuissance dans son premier ordre du jour à l'armée, car il fait appel à l'élément populaire, c'est-à-dire aux hommes de Garibaldi, aux hommes qu'il a méconnus et insultés dans son impudente lettre au héros de Varese. Peut-il aujourd'hui pouvoir compter sur le concours de ces hommes ? C'est douteux, mais ce qui est certain, c'est qu'il ne dispose plus des moyens de corruption que ses prédécesseurs ont épuisés, de l'or. Le Piémont est bas percé, et Naples a été pillé par les lieutenants et les soldats du galant homme.

Il serait trop long de reproduire tout ce que les journaux de toutes nuances et les lettres des provinces racontent sur les progrès de la réaction. Les détails du vent se perdent aujourd'hui dans l'ensemble de cette lutte, qui rappelle sur un théâtre plus vaste l'héroïque guerre de la Vendée. Les révolutionnaires français appelaient aussi des brigands ces preux champions de la foi, de l'honneur national et de la liberté. Nous acceptons donc cette appellation, et nous consacrons le mot de galant homme à exprimer ce que la trahison, le vol et l'iniquité peuvent offrir de plus hideux. Parmi les aveux de nos adversaires, nous recueillons ce que dit un des organes les plus dévoués à Turin, le Times : Le brigandage prend de si vastes proportions " et un aspect si menaçant, que je ne puis lui donner d'autre nom que celui de contre-révolution. Appelons les choses par leur vrai nom et ne cherchons pas à nous aveugler en présence du danger, en adoucissant vainement l'aspect des choses. " Aussi, après avoir raconté divers faits d'armes de Torre del Greco, de Castellamare, de Pazzuoli, le Times ajoute : " La force la plus apte à de telles exécutions est la troupe régulière, mais même cette troupe est dégoûtée d'un service qui le plus souvent ne produit aucun résultat. " Les derniers événements au reste, viennent confirmer cette déposition. Dans la province d'Avellino, à Monte-Falcone, les insurgés ont brûlé dans une seule maison quatre-vingts

gardes nationaux commandés par un farouche libéral du nom de Leoni. En se retirant, ils ne laissèrent des leurs que quelques blessés. Le 17 et le 18, à Nola, des excès semblables se sont reproduits. La lutte a duré pendant ces deux jours, au grand dommage des Piémontais, après quoi les brigands qui avaient l'appui de la population se sont retirés dans des montagnes inaccessibles. On signale des bandes armées à Capone. Il y en a jusqu'à Cumès et aux Camaldoli. Le gouverneur de Fozzia annonce que sa province est parcourue par des bandes à cheval, auxquelles il n'a aucune résistance à opposer, car il n'a que 200 Piémontais et la garde nationale, favorable à la réaction, refuse de marcher. Telle est notre situation. Il faut autre chose pour la modifier que l'élément populaire auquel Cialdini tente de recourir.

En attendant, la dissolution des ministères continue ; celui de la guerre n'existe déjà plus. Quarante employés de ce ministère sont appelés à Turin ; s'ils ne partent pas avant le 7 août, ils seront regardés comme démissionnaires. Les finances, qui ont quatre cents employés et cent armeniers, vont devenir une simple division. La caisse d'escompte sera abolie, et ainsi de suite pour tout le reste.

Nous avons en cette semaine, comme toujours, des gens blessés et tués dans Naples. Vous connaissez déjà l'assassinat du commissaire de police Mele par le camoriste frère du chef du parti d'action Demata, qu'avait arrêté ce Mele. Il faisait partie du comité appelé della Virgola, comité patroné par Spaventa et destiné à bâtonner et à assassiner les Bourbonniens. On sait que le 29 juin dernier, jour de saint Pierre, les membres du comité blessèrent cent personnes dans la ville ; comme le jour de la justice finit toujours par arriver, Spaventa est devenu odieux, même aux libéraux qui le déclarent enfin complice de tous les vols et assassinats commis. La peur le saisit à son tour et il se retire. On lui donne pour successeur un certain Deblasi. "

On écrit de Turin, le 3 août, au Journal des Débats :

Le général Cialdini écrit de Naples qu'il espère d'ici à peu de jours en avoir fini, sinon avec le brigandage, du moins avec la guerre civile. Il y a tout lieu de croire qu'il ne se fait pas illusion, d'autant plus qu'il a reçu et reçoit tous les jours de nombreux renforts.

Vous savez que le parti avancé a imaginé de faire circuler une pétition pour protester contre la présence des Français à Rome. Garibaldi a donné sa signature. M. Minghetti a fait contre cette pétition une circulaire qui a été publiée, bien qu'elle ne dût pas l'être. Les journaux de la gauche font de cette pièce un nouveau texte d'accusation contre ce ministère.

On assure que, fatigué de la guerre qu'on lui fait, M. Minghetti est décidé à se retirer lorsque Naples sera pacifiée. Il tient à sortir du pouvoir avec les honneurs de la guerre. Le ministre de l'intérieur est depuis hier à Bologne, où il est allé pour ses affaires personnelles et pour prendre que quelques jours de repos. La Chambre se réunira en novembre, et quelque temps avant sa réunion le ministère devra probablement subir quelques modifications.

Je vous parlais tout à l'heure des affaires de Rome et de l'agitation commencée à ce sujet par le parti avancé. On commence à croire ici de nouveau et très-fortement à une prochaine retraite de l'armée française. S'il arrive une déception, comme il y a trois mois, le parti avancé ne manquera pas d'en profiter pour irriter les esprits. On pense que l'Empereur des Français prendra une résolution après avoir conféré avec le roi de Prusse au camp de Châlons. "

Le journal officiel du Piémont a publié une statistique électorale qui fournira à l'Armonia l'occasion de montrer jusqu'à quel point on peut dire que l'Italie est représentée dans le Parlement de Turin. Cette représentation se compose de 1 député sur 49,332 habitants, c'est-à-dire de 443 députés en tout ; 144 des anciens Etats de la Sardaigne, y compris la Lombardie ; les provinces napolitaines, la Sicile, 48 ; l'Emilie, 42 ; la Toscane, 37 ; les Marches et l'Ombrie, 28. Or, voici les réflexions de l'Armonia :

La Gazette officielle a bien publié le nombre des électeurs, qui ont voté dans les dernières élections, mais elle n'a pas parlé du nombre des suffrages obtenus par les députés élus. Nous avons fait ce travail. Les 443 députés élus ont obtenus 170,567 suffrages ; de manière que vous voyez que le chiffre est bien petit.

La population italienne est de 21,915,243
Les électeurs inscrits, - 419,988
Les électeurs votants, - 242,867
Les suffrages obtenus par les députés élus, - 170,567

Ce dernier chiffre représente donc la population italienne de 22 millions à peu près, et cela sans entrer dans les particularités, puisqu'il y a des collèges de 49,332 habitants représentés par des

députés à 300 suffrages, 159 députés à 500 suffrages, et 2 seulement à plus de 1,000 suffrages.

Mais du chiffre de 170,567 électeurs qui ont voté pour les députés élus, il faudrait déduire les employés qui ne sont pas libres, et dont le nombre peut être calculé à 70,000 dans toute la jeune Italie. Il ne resterait donc que 100,000 suffrages indépendants pour représenter 22 millions d'Italiens dans leur premier Parlement.

On lit dans l'*Armonia* du jeudi 1er août, sous ce titre : *La terreur à Naples* :

La *Gazette officielle* contient les lignes suivantes :

« Les instructions données par le général Cialdini aux divers commandants de troupes, relativement au brigandage, instructions qui ont été rapportées au n° 180 de la *Gazette officielle*, montrent l'esprit de justice et d'équité avec lequel le gouvernement procède. Cependant quelques journaux ayant voulu mettre en contradiction les actes de quelques officiers inférieurs avec les instructions du général, nous devons déclarer que ceux des officiers qui auront réellement outrepassé leur pouvoir seront appelés à en rendre compte. »

Et les morts, ajoute l'*Armonia*, seront-ils ressuscités ?

On lit dans l'*Armonia* du 1er août :

Une correspondance du *Regno d'Italia* rapporte ce qui suit :

« Nous avons des nouvelles de Sicile. Les députés ministériels ont été obligés de rester à bord du vapeur qui les ramenait, parce que le peuple leur a fait sentir que s'ils venaient descendre, ils courraient risques de perdre leur tête. »

On lit dans le même journal, sous le titre : *Une sérénade aux députés napolitains* :

Le *Popolo d'Italia* raconte que divers députés de Naples étant revenus de leur campagne parlementaire à Turin, un cortège immense se forma, à l'entrée de la nuit, sur la place Saint-Ferdinand, et parcourut la rue de Tolède dans un silence qu'interrompait seule, de temps en temps, une tempête de sifflets aigus. La foule arrivée sous les fenêtres du député Dino, les sifflets et les hurlements augmentèrent encore ; ils étaient soutenus par le bruit effrayant des instruments populaires à Naples, les *scatariasse, cuccarelle et triccaballacci*, qui, mêlés aux tintements précipités des cloches de vaches, comme ils l'étaient, produisirent le plus infernal vacarme. Cette sérénade fut recommencée sous les fenêtres du député Blasio, puis sous celles de Paoletti, où les hurlements et les sifflets se prolongèrent sans fin.

Le *Progrès* de Lyon publie les lettres suivantes, trouvées à Naples, dans le portefeuille d'un haut fonctionnaire piémontais qui vient de donner sa démission. Elles montrent ce qu'est la justice à Naples, depuis que ce pays est regagné :

Lettre adressée par M. B. M... au chef du département de...

« Casa, 21 juin.

« Cher Monsieur,

« Je croyais, selon vos promesses, que, après avoir soldé les 20 piastres que vous m'avez données, mon fils aurait été libéré de la prison. Mais, puisque déjà cinquante jours se sont écoulés et que je me vois forcé de revenir à la charge, je vous prie instamment d'obtenir qu'on lui fasse un procès, attendu que, étant fort de son innocence, j'espère bientôt le revoir chez moi. Dites-moi clairement si vous êtes dans l'intention de m'obliger, et, dans ce cas, alors même qu'il y aurait encore à faire d'autres sacrifices, je les ferais, pourvu que je sois assuré.

« Veuillez, en attendant, agréer ces deux paires d'éperons. »

Autre lettre adressée au même chef du département.

« Merci du bien que vous avez fait à ma maison ; j'espère vous en récompenser par l'intermédiaire de mon fils, qui est sorti de prison ce matin. Je vous remets les 30 ducats qui, joints aux 20 que vous avez déjà reçus, forment les 50 que vous m'avez promis. Venez un jour quelconque avec la famille dans notre maison fermière.

« Votre servante, T. M... »

Un billet adressé encore au même par une certaine personne.

« Pour la soirée du 30 juin, au café de l'Angelini, où reste la susdite. — Ne pas manquer, parce que c'est une affaire lucrative. »

On lit dans le *Movimento* de Gènes, du 2 août :

« Le dernier courrier arrivé de Caprea nous apporte la nouvelle suivante de Garibaldi. Le général a été atteint depuis mardi dernier d'un rhumatisme aigu au bras droit ; aussi a-t-il été obligé de garder le lit, où l'ont trouvé plusieurs de ses amis qui étaient allés le visiter. Au départ du courrier, le général a pu quitter le lit, mais il n'a pas pu écrire, son rhumatisme au bras l'en empêchant encore. »

Grande Bretagne.

On écrit de Londres, le 3 août, au *Moniteur* :

La nouvelle déclaration faite jeudi par lord Palmerston, sur les armements maritimes de la France, n'a pas obtenu plus de succès que la précédente. Les principaux journaux de Londres refusent eux-mêmes de s'associer à la politique et aux raisonnements de lord Palmerston, à savoir, que les armements de la France constituent nécessairement un danger pour l'Angleterre ; que les armements de l'Angleterre doivent dépendre de ceux de la France ; qu'il n'y a pas à songer à une meilleure entente sur cette question, et que chaque nation doit persévérer dans un système de dépenses en

apparence interminables. Ils déclarent monstrueuse la pensée que la France ne doit pas viser à devenir une grande puissance maritime, et ne voient dans le travail de ses arsenaux que le désir bien légitime de garantir le maintien de sa dignité, de sa propre sûreté ; ils affirment que l'Empereur ne fait que poursuivre l'exécution des plans qu'il a franchement fait connaître, il y a des années, à lord Malmesbury ; ils se joignent enfin à M. Disraeli pour protester contre ces cris d'alarme suivis invariablement de demandes considérables de fonds.

Le cabinet, en cette occasion, a évidemment trop compté sur la crédulité de la nation, dont il n'a fait que soulever les critiques ; il en est résulté un désaccord complet sur cette question, entre l'opinion publique et la politique du ministère. Chacun désire en Angleterre que l'on ait une forte et suffisante marine, et que l'on continue à suivre la vieille politique maritime du pays ; mais l'opinion répudie l'idée que cette politique doive être inspirée par un sentiment de rivalité et de jalousie à l'égard de la France.

Les Anglais ne trouvent pas tant à redire à l'adjonction de six nouveaux navires à l'escadre des navires cuirassés, qu'aux raisons données par les ministres pour motiver cette augmentation. Ils ne croient pas à ces raisons, et ils soupçonnent fort les ministres de les avoir mises en avant non pas tant parce qu'ils y croient eux-mêmes que parce qu'ils les ont regardées comme le moyen le plus facile de déterminer la Chambre des communes à voter les fonds nécessaires pour cette augmentation.

Ce qui ressort de cet incident, c'est que le pays, sur cette question, pense plus sagement que le cabinet ; c'est qu'il n'a ni craintes ni appréhensions du côté de la France ; c'est que l'Angleterre désire par-dessus tout l'alliance française, et qu'elle ne permettra pas même à ses hommes d'Etat d'égayer sa raison par de vaines alarmes, ou de lui persuader que l'Empereur a contre elle des desseins hostiles. Aussi, jusqu'à un certain point, il n'y a pas lieu de regretter cet incident, dans l'intérêt même de la bonne harmonie entre les deux nations.

L'ancien ministre de la guerre du cabinet Russell-Palmerston, lord Herbert de Lea, vient de mourir à peine âgé de cinquante ans, au château de Wilton, résidence de son frère, le comte de Pembroke. Sa mère était la fille unique du célèbre Woronzoff.

Entré en 1832 aux communes, il y représenta jusqu'en 1860 le comté de Wilts. Il portait alors le nom de Sidney-Herbert. Appelé aux affaires par l'amitié de Peel, il occupa successivement les charges de secrétaire de l'amirauté (1841-45), de la guerre (1845-46 et 1852-55), des colonies (1855).

Renversé du pouvoir avec le duc de Newcastle par le fameux ordre du jour Leobuck, qui censura violemment l'administration de l'armée lors de la guerre d'Orient, M. Sydney Herbert ne reentra dans la vie officielle qu'en juin 1859, comme secrétaire de la guerre. Il sut ramener l'opinion publique. L'état de sa santé le contraignit bientôt à quitter la politique active, et la reine l'appela, en janvier 1861, à la chambre haute.

Lord Herbert faisait partie du conseil privé. Ses connaissances artistiques étaient aussi sûres qu'étendues. On lui doit la reconstruction de l'église de Wilton, le plus beau monument dans le style lombard qui existe en Angleterre. — (Siècle.)

CANADA.

QUEBEC, 19 AOUT, 1861.

La presse libérale, protestante, rationaliste continue de jouer vis-à-vis de l'Eglise un rôle odieux qui n'a de comparable que le machiavélisme de la diplomatie. Ce rôle est simple : mentir aujourd'hui, mentir demain, mentir toujours.

Pour le remplir il suffit d'avoir une conscience facile avec quelque agrément dans l'esprit pour donner aux choses une tournure délicate : encore n'est-on pas d'une grande sévérité sur cette dernière condition. Point nécessaire de se mettre en grands frais d'imagination ; le thème ou canvas est fourni tout préparé à la tourbe écrivassière qui, avec une admirable entente sur toute la ligne, le brode et l'enrichit avec plus ou moins de bonheur. Il y a ici et là quelques variantes sans importance, mais la conclusion est la même chez tous : enlever immédiatement au Saint-Père ce qui lui reste encore.

On sait avec quelle abominable persévérance et avec quelle touchante unanimité a été, pendant plusieurs mois, exploitée l'affaire du jeune Mortara ; aujourd'hui l'on exploite, avec non moins de bonne foi, l'incident Mérode-Goyon et certain Père Jacques qui a eu la faveur d'entretenir, à son heure suprême, le comte de Cavour.

Qu'est-ce que l'incident Mérode-Goyon ? Ceci tout simplement. Un soldat français et un soldat de l'armée pontificale ont une altercation ; le soldat français est blessé ; M. le général de Goyon réclame le soldat pontificale pour le faire juger par un conseil de guerre français ; M. de Mérode, ministre des armes, se croit autorisé à refuser et refuse, mais le cardinal Antonelli et le Saint-Père

trouvent juste la prétention du général de Goyon et accèdent. Voilà toute cette affaire, mais, comme il faut à tout prix du scandale et montrer ses états de service au gouvernement piémontais, on l'a démesurément grossie.

On suppose une entrevue entre le général et Mgr de Mérode. La discussion est vive. Mgr de Mérode s'emporte et contre le général et contre l'Empereur Napoléon III. Le général de Goyon s'emporte naturellement aussi : « Je respecte, lui fait-on dire, votre caractère de prêtre, mais je vous inflige *moralement* deux soufflets. Déposez votre sonnette, je dépose mon habit, et nous nous retrouverons sur le terrain. » Mgr de Mérode refuse, et l'on se sépare, point bons amis, comme bien vous pensez.

Voilà l'histoire mise en circulation, et vous pouvez imaginer de quels bons commentaires on l'aissonne. C'est le *Pays*, journal officieux de l'empire français qui en a eu la primeur, et tous les autres journaux officieux, même le *Constitutionnel*, ainsi que les feuilles libérales et démocratiques de France, d'Italie, de Belgique, etc., ont, à cette occasion, écrit, écrit, écrit, et montré une indignation grande.

Le *Moniteur* seul a gardé un silence absolu et significatif.

Voilà maintenant un autre côté comico-sérieux de la chose. Le général de Goyon, si l'on en croit l'*Indépendance Belge*, ne serait que médiocrement satisfait de la publicité donnée à son dessein avec M. de Mérode et des termes dans lesquels cette scène a été racontée, et, suivant ce journal, il aurait écrit à l'Empereur et au ministre de la guerre pour se plaindre de ce qui s'était fait à Paris et pour demander l'insertion au *Moniteur* d'une note destinée à expliquer et à atténuer les récits accrédités par la presse gouvernementale.

Cette demande aurait été l'objet d'une délibération spéciale du conseil des ministres, convoqués extraordinairement à cet effet, et bien qu'on ne sût rien de la décision adoptée par l'Empereur, on inclinait à croire qu'elle serait conforme aux vœux exprimés par le général de Goyon.

L'*Indépendance* ajoute que le *Moniteur* pourrait bien néanmoins ne pas parler du tout, « du moins dans le sens des réclamations du commandant des troupes d'occupation à Rome, » parce que, tout en rendant pleine justice aux sentiments qui peuvent diriger M. de Goyon, le gouvernement doit hésiter naturellement, après le retentissement quasi-officiel donné à cette affaire, à publier des déclarations qui pourraient être interprétées dans le sens d'un recul fâcheux.

L'histoire du Père Jacques est une histoire du même acabit. Le Père Jacques, qui va devenir un personnage, est, dit-on, le confesseur du comte de Cavour. Il aurait été ces jours-ci mandé à Rome, et voici comment une dépêche télégraphique nous fait connaître le résultat de son voyage.

Florence, 2 août.

La *Nazione* publie une correspondance de Rome du 30. Le Père Jacques aurait déclaré au Pape ne pouvoir pas révéler le secret de la confession du comte de Cavour. On a voulu le contraindre à déclarer qu'il avait abusé du saint ministère en absolvant le comte de Cavour. Le Père Jacques a refusé. On lui a ordonné de se rendre au convent de San-Francisco à Ripa. Le Père Jacques a subi un interrogatoire des inquisiteurs du saint-office. Le peuple romain, indigné contre le gouvernement, fait ses réserves.

Le peuple romain indigné qui fait ses réserves, tout cela est assez sérieux, mais c'est absurde, et bien vite l'on s'en aperçut. Cependant la dépêche était partie ; on expédia alors un erratum qui nous apprend que le peuple romain n'a pas fait de réserves mais qu'il est indigné.

C'est bien le moins que ce brave peuple soit indigné puisqu'il a la générosité de ne pas faire de réserves.

MORALE.—Point ne vous indignez, si vous n'y avez goût, mais fort prudemment ferez des réserves contre les dires de la télégraphie et des journaux révolutionnaires.

Il a été fait grand bruit d'une lettre en date du 29 novembre 1859 adressée par l'Israélite Solar à l'Israélite Mirès et relative à la concession des chemins de fer Romains. Bien des journaux lui ont donné publicité dans un but qu'il n'est que trop facile de deviner.

Malheureusement pour les amateurs de scandales, le *Journal de Rome* dit, dans son numéro du 30 juillet, qu'il est autorisé à déclarer fausses et calomnieuses les assertions impudentes contenues dans cette lettre.

Aux Correspondants.

La lettre du Rév. Père Durocher, arrivée trop tard, ne pourra paraître que dans le prochain numéro.

Etats-Unis.

La crise américaine se précipite avec rapidité vers sa solution ; c'est du moins ce qui ressort des dernières dépêches reçues des Etats-Unis. L'armée du général Lyon, sous le commandement du major Sturges, n'a pas osé tenir tête aux troupes du Sud, après la prétendue victoire qu'elle a remportée sur elles, et les dernières nouvelles nous la montrent s'éloignant, avec une vélocité un peu compromettante pour sa réputation, du champ de bataille de Springfield. Le gouvernement de Washington commence à craindre une attaque contre la capitale fédérale, et ceux des journaux du Nord qui se sont le plus distingués depuis le commencement de la lutte par leurs bravades intempestives, ont subitement changé de ton, et la *Tribune* va jusqu'à avouer que Washington est en danger et qu'une invasion du Maryland par les troupes du Sud est imminente.

Il faut avouer que ces appréhensions ne sont pas dénuées de fondement, car il paraît que de 170,000 à 200,000 soldats du Sud ayant à leur tête les généraux Beauregard, Lee, Johnston et le Président Jefferson Davis, se dirigent à marches forcées vers Washington, et que le gros de l'armée est déjà arrivé sur les bords du Potomac où s'élèvent avec rapidité de formidables batteries. Et où sont les 500,000 soldats que le gouvernement de Washington se vantait naguère d'avoir sous les armes ? Nous n'en savons rien ; mais toujours est-il que le département de la guerre de Washington vient de sommer les gouverneurs des Etats du Nord de diriger sur la capitale fédérale toutes les troupes enrôlées. L'arrivée des rebelles sur la ligne du Potomac nécessitant cet appel.

Le Président Davis vient de publier une proclamation ordonnant à toutes les personnes résidant dans la confédération qui ne voudraient pas reconnaître le gouvernement du Sud de sortir des limites des Etats du Sud d'ici quarante jours, sous peine d'être condamnées comme ennemis.

Le Congrès des Etats du Sud s'est réuni le 19 courant ; mais avant de clore ses travaux il a autorisé le Président Davis à appeler de nouveau sous les armes 400,000 volontaires, qui ajoutés au contingent de 210,000 soldats déjà sur pied, formeront une armée s'élevant à 610,000 soldats.

Le Département de l'intérieur, de Washington, vient de publier une proclamation annonçant que, jusqu'à nouvel ordre, il ne sera permis à aucune personne de s'embarquer dans un port quelconque des Etats-Unis sans être munie d'un passe-port du Département ou d'un passe-port contresigné par le Secrétaire d'Etat. Personne ne pourra mettre pied aux Etats-Unis sans un passe-port de son Gouvernement contresigné par un ministre ou consul des Etats-Unis, s'il est étranger.

Nous avons déjà vu en quels termes les journaux du Nord ont parlé de la bataille de Springfield et avec quel aplomb ils déclamaient la victoire à leurs troupes ; une dépêche de St. Louis se charge de nous montrer l'autre côté de la médaille : — « Le général Price, un des généraux du Sud, présent à la bataille de Springfield, a publié une proclamation dans laquelle il félicite ses troupes de la victoire qu'elles ont remportée, et dont le résultat a été l'expulsion, du Missouri, des oppresseurs du Nord. » Cette même dépêche réduit aussi la perte des troupes du Sud à quelques centaines de tués.

Comme nous le disions il y a instant, le drame approche rapidement de sa fin ; car, nous ne croyons pas les hommes qui dirigent les destinées du Nord assez dépourvus de bon sens pour s'obstiner à soutenir une lutte aussi ingrate et, nous pourrions ajouter, aussi injuste. Une bataille va avoir lieu très prochainement aux portes mêmes de Washington et si le Nord est de nouveau vaincu il lui faudra bien bon gré malgré renoncer à la lutte ; si au contraire il est vainqueur, nous sommes persuadés qu'il sera heureux de pouvoir, à l'abri de cette première victoire, traiter d'égal à égal avec le Sud.

L'Angleterre et les Etats-Unis.

Voici ce qu'on lit dans le *Morning-Post* relativement au blocus des ports du Sud :

« L'amiral anglais a évidemment le devoir de protéger le commerce britannique contre toute immixtion illicite, et, dans ce but, il doit veiller à ce que le blocus soit sérieusement respecté. Considérant l'immense désastre dans lequel serait enveloppé le commerce étranger, par suite des droits que s'arrogeaient les parties belligères, droits qui ne peuvent réellement s'imposer sur toute la côte qui s'étend de la Virginie au Texas, les autorités fédérales, jadis si ombrageuses au sujet du droit de visite, devraient y regarder à deux fois avant de recourir à des mesures qui ne feront qu'irriter et vexer le commerce des puissances amies. Elles étaient obligées

de notifier le fait du blocus ; mais leurs croiseurs sont, à ce qu'il paraît, dans l'habitude de visiter les navires anglais pour les avertir de n'avoir à entrer dans aucun des ports du Sud.

« Aucune nation de l'Europe n'a, que nous sachions, concédé un droit pareil au gouvernement des Etats-Unis. Arrêter les navires en pleine mer et mettre les capitaines en garde contre le risque d'être pris, ce peut être un acte de simple courtoisie ; mais nous croyons fortement que si les croiseurs anglais, même en temps de guerre, avaient tenté pour cela de visiter et de fouiller les navires marchands américains, nous eussions entendu de tous les points de l'Union d'énergiques remontrances contre la conduite arrogante et insultante de la Grande-Bretagne. On ne cite aucun cas où un navire anglais ait été saisi ayant une cargaison de contrebande ; or, ce cas justifierait le droit de recherche. Nous ne doutons pas que le parlement ne porte son attention sur ce sujet, afin d'obtenir les informations entières et complètes qu'on doit de réclamer pour les intérêts commerciaux de l'Angleterre. »

Histoire du Canada.

Nous avons reçu un beau volume intitulé : *Cours d'Histoire du Canada*, par M. l'abbé Ferland, professeur d'Histoire à l'Université-Laval. Ce volume contient la première partie du Cours de M. Ferland et va de l'année 1534 à 1663. Il sort des presses de M. Augustin Côté.

Nous étudierons le travail du savant professeur, et nous nous ferons un devoir d'en rendre compte.

NOUVELLES D'EUROPE.



CANADA.

(Nouvelles d'Europe de 2 jours plus récentes.)

(Traduit du *Chronicle*.)

Le navire à vapeur *Canada*, parti le 11 d'Angleterre est arrivé hier à St. Jean de Terre-Neuve.

Nouvelles politiques européennes sans importance.

Toute l'attention est concentrée sur les affaires américaines. Russell, le correspondant du *Times* en Amérique, dans une autre lettre adressée à ce journal, affirme, qu'à la bataille de Bull's Run, les deux armées n'ont donné l'exemple d'aucun acte d'audace, et qu'il n'y a eu que ceux qui voulaient s'échapper qui ont combattu avec désespoir.

MARCHÉS ANGLAIS.

Fleur inactive et tendant à baisser. Blé, tendance à la baisse, de 9s 3d à 14s. Blé d'Inde, ferme et aux mêmes quotes, de 30s à 31s 6d. Lord, tendance à la baisse. Potasse à 30s ; perles à 34s. Sucre, sans changement et ferme. Thé, inactif et irrégulier, Congou commun à 11d. Sucre tranquille. Café ferme.

Rapprochement entre l'Autriche et la Russie.

On lit dans le *Courrier du Dimanche* :

« La nouvelle d'un rapprochement entre l'Autriche et la Russie, dû à l'intervention officieuse de la Prusse, voilà qui sert autrement de thème aux réflexions des hommes d'Etat. Qui a donné le premier cette nouvelle ? On l'a dit, le 14 juillet, dans l'*Indépendance belge* :

« En dehors de l'attentat contre le roi de Prusse, la nouvelle politique la plus importante du moment, celle qui, depuis deux jours, cause le plus de sensation à Paris, c'est l'annonce d'une réconciliation de l'Autriche et de la Russie, amenée par les soins de la Prusse. Une correspondance de Francfort, publiée par le *Courrier du Dimanche*, a apporté cette nouvelle à Paris. Nous en trouvons aussi la trace dans une lettre qui nous est adressée de Vienne, et qui émane de source assez sérieuse. Ce serait le développement pris depuis la guerre d'Italie, par le mouvement des nationalités, qui aurait inspiré à la Prusse la pensée d'une méditation amicale destinée à rapprocher les deux cours impériales et à les unir avec la cour de Berlin, contre les éventualités que toutes trois peuvent redouter soit en Pologne, soit pour l'une d'elles en Hongrie. »

« En effet, la paternité de la nouvelle de ce rapprochement appartient à notre honorable correspondant de Francfort, et nous lui avons laissé le soin de recueillir de nouveaux renseignements de nature à confirmer, sinon à éclaircir, des négociations tenues très mystérieuses et une situation rendue des plus ténébreuses. Il s'en est acquitté en grande partie. Dans deux lettres successives, notre correspondant de Francfort revient sur la question avec une assurance dont il nous paraît puéril de ne pas tenir grand compte, parce que nous connaissons et la discrétion de ses habitudes et le milieu diplomatique où il vit. Déplorant plutôt que plaisantant les assertions contradictoires que certains journaux, dans l'espace de quelques jours, ont publiées sur le fait d'une réconciliation de l'Autriche avec la Russie, il affirme que la réconciliation est complète et absolue depuis plus de six semaines. A l'heure qu'il est, les cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg n'en seraient plus à s'adresser des regrets pour le passé et

des protestations d'avenir pour l'avenir, mais bien réellement à étudier la situation présente dans ses moindres symptômes, et à peser la valeur, à préciser la portée de chacun d'eux. C'est ainsi que les informations fournies à la Russie par la chancellerie autrichienne sur l'état actuel des choses en Italie, ont été prises en très sérieuse considération par l'Empereur Alexandre, et l'on a ramené dans la conviction que reconnaître en ce moment le royaume d'Italie, ce serait reconnaître « l'anarchie » du moins dans une partie de la Péninsule, pour employer le propre mot dont serait servi Sa Majesté impériale. — C'est ainsi encore que les cours de Vienne et de St. Pétersbourg, qui, malgré tout ce qu'on a écrit en France depuis trois mois au sujet des événements de Varsovie, et tout ce qui a retenti en faveur de la Pologne, à deux reprises différentes, du haut de la tribune anglaise, se sont soigneusement abstenus de toute demande d'explication ou de toute communication aux deux puissances occidentales. — C'est ainsi, dit notre correspondant, que les deux cours ont échangé, échangé encore, par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs respectifs, leurs impressions mutuelles sur ce qui passe soit dans le grand-duché de Varsovie, soit en Galicie. La question hongroise n'est pas laissée de côté non plus. Sans rien ôter à l'Empereur François Joseph du mérite de sa politique éminemment libérale, et de son attitude ferme devant les menaces de la Diète de Pesth, il convient selon notre correspondant, d'en rapporter une partie de l'honneur aux conseils affectueux, venus sans cesse de Saint-Petersbourg, à la suite de ceux qui se sont suivis depuis longtemps sans interruption aucune de Berlin. Il n'existerait pas, en un mot, à l'ordre du jour on en perspective une seule question sur laquelle les cours d'Autriche et de Russie professassent, en ce moment, des opinions différentes et poursuivissent deux politiques hostiles ; l'animosité d'autrefois a complètement disparu ; l'indifférence qui aux conférences de Varsovie, a glacé les serments de mains de deux monarches a fait place à une sollicitude réciproque.

« Maintenant, cette réconciliation attelle-t-elle été suivie d'un traité quelconque entre les deux puissances du Nord ? Notre correspondant répond que rien de semblable n'a encore eu lieu. La cour d'Autriche, très intéressée à initier celles des puissances allemandes qui lui ont donné tant de preuves d'inviolable attachement à tout ce qui peut lui arriver d'heureux, ne leur aurait pas caché ses nouveaux rapports avec la Russie. Les agents diplomatiques autrichiens, tout en soulevant le voile, auraient cependant nié l'urgence de la conclusion d'un traité d'alliance. Pourquoi un traité, lorsque des intérêts de premier ordre obligent impérieusement, dans certains cas prévus et discutés, l'Autriche et la Russie, la Prusse même, à une action commune ? A Varsovie même, dans cette réunion mémorable par son avènement, n'était-on pas tombé d'accord sur le danger qui ressortirait pour la paix de l'Europe d'une agression du Piémont contre l'Autriche en Vénétie ? Et quel serait le naïf qui oserait soutenir que, jour ou nuit, une révolution éclaterait en Hongrie, non pas même avec des chances de succès, mais seulement de quelque durée, Victor-Emmanuel ne serait pas poussé irrésistiblement par l'Italie en tière sur Venise ? C'est dans la coïncidence de ces deux coups à porter à l'Autriche que consiste le plan de Garibaldi ; c'est dans cette entente solennelle que le parti national de l'action puise la résignation dont il donne le spectacle depuis un an. D'un autre côté, la guerre en Italie, la révolution en Hongrie, ce sera infailliblement un soulèvement en Pologne ; que ce soulèvement commence le matin et finisse le soir, peu importe ; il y aura soulèvement avec toutes ses suites obligées. Bref, à quel que point de vue que les trois cabinets du Nord se placent, ils ont devant les yeux la perspective de risques à supporter et de destinées à refaire en commun.

« Tels sont en résumé les renseignements de notre correspondant. »

Si dans ce moment toutes les graves questions qui agitent l'Europe restent en suspens, si personne n'est en état de dire ce qui sera demain ; si, à part le massacre en grand du peuple napolitain au nom des droits de l'homme et de la liberté, il règne un calme plus apparent, que réel, une petite excursion à travers les journaux n'en a pas moins son charme. On y trouve à s'instruire. Ce sera, par exemple, le correspondant du *Journal des Débats* qui nous apprendra que Cialdini, l'envahisseur des Etats de l'Eglise, le bombardeur d'Ancône, est le meilleur des hommes, doux, chevaleresque, généreux. Il n'y a que les cléricaux et les ennemis de l'Italie capables de médire de l'excellent homme. Et Pinelli ! son apothéose paraîtra sans nul doute au prochain numéro. En attendant, le *Journal des Débats* nous annonce qu'il campe à Avellino, entouré de troupes de ligne et de Hongrois. Des Hongrois ! allons donc ! Des Hongrois pour assassiner les sujets du roi de Naples ! Et le principe de non-intervention, placé sous l'égide des deux cours la France et l'Angleterre ? Evidemment le *Journal des Débats* se trompe. Que diraient le *Siècle* et l'*Opinion nationale* s'ils savaient que Victor-Emmanuel sonde des mercenaires ?

Si le *Journal des Débats* a l'esprit d'inventer du nouveau, il n'en est malheureusement pas de même de ce pauvre *Siècle* ; c'est toujours son éternel rabâchage contre les processions, les associations religieuses chargées d'insultier les femmes, et qui, horspropos réflexions, les rendent ultramontaines. Quel dommage que nos mères et nos sœurs ne soient pas confiées au Père Enfantin !

Un monsieur, pasteur protestant, écrit

un *Siccle* pour se plaindre de l'audace des catholiques qui se sont permis d'élever un reposoir non loin de sa maison. Donc, au nom de la liberté, qu'on supprime les processions! Nous croyions pourtant que la liberté des cultes existait en France, et que 36,500,000 catholiques français n'avaient pas besoin de la permission de 12 ou 1500,000 saint-simoniens, esprit forts, protestants, mormons, pour exercer les rites de leur culte. Grands libéraux! oppression, suppression, compression arbitraire, vous n'avez donc jamais d'autre devise? Laissons donc le *Siccle* aux prises avec les processions, qui se feront malgré lui; avec les congrégations religieuses, qui ne s'en portent pas plus mal; laissons-lui l'honneur d'attaquer sans relâche une de nos rares libertés, celle de l'enseignement. La tâche est digne de lui, et passons au *Constitutionnel*.

Celui-ci a bien entendu dire que nombre de Parisiens se plaignaient du sans-gêne avec lequel on les démolissait, et du peu de cas que l'on fait du droit de propriété; mais ce sont contes de bonnes femmes; il n'en croit pas un mot.

« La population, dit-il, assiste avec fierté à l'embellissement de sa ville, et jamais plaintes ni regrets ne monteront de Paris nouveau vers le trône de celui qui a fait une France nouvelle! »

Le *Constitutionnel* et le *Journal des Débats* tiennent de prendre au sérieux un article du *Morning Post*, qui voudrait bien être redoublé, à propos du blocus des côtes d'Amérique et de la visite de quelques navires anglais par frère Jonathan. Mais le dieu coton, les corsaires, le Canada, quand donc ces messieurs connaîtront-ils John Bull? Ne savent-ils pas que l'orgueil et l'arrogance ne l'empêchent pas d'être prudent? Ignorent-ils que pour s'embarquer en guerre, il lui faut la Prusse et l'Autriche comme corps de bataille, la Russie en arrière-garde?

Si l'on veut se faire une idée du patriotisme de certaines gens sur les bords de la Seine, en voici un petit échantillon. On sait que le *Constitutionnel*, contre son ordinaire, a répondu en bon français au *Kinglake* et à lord John Russell. Grand émoi, paraît-il, parmi nos anglophobes; ils déplorent, ni plus ni moins, la fâcheuse tendance de cette sortie contre le ministre des affaires étrangères d'une puissance amie et alliée. « Ce n'est point, dit le correspondant de l'*Independence belge*, en donnant une impulsion aussi acerbe que de mauvais goût à la presse gouvernementale, qu'on peut espérer, en France, continuer à entretenir de bonnes relations entre les deux puissances occidentales dont l'entente est si nécessaire à la paix du monde et aux progrès de la civilisation. » Un Chinois cerait pareille chose, ce serait tout simple; on n'est pas tenu à Pékin de connaître la France. Mais un Français, en vérité, c'est par trop fort! Eh! que fait au peuple l'antipathie de l'Angleterre? quel besoin en a-t-il? quels avantages lui vaudra-t-elle? Mais le peuple, malgré vous, a encore du bon sens, il sait l'Anglais par cœur. Il hante les épaules quand il lit vos speech sur l'alliance anglaise. Est-ce que l'écologie anglaise se figurerait que nous sommes faits pour recevoir le knout d'un Palmerston ou d'un Russell? Le *Constitutionnel* a dit aux Anglais que nous nous inquiétons d'eux; que nous avons pris Nice et la Savoie sans eux et malgré eux, et que nous les garderons. Il a en raison; il a parlé français. Que ne s'exprime-t-il toujours ainsi? Quant à la civilisation, on ne saurait trop le répéter, la rupture de l'entente dite cordiale ne l'adapte en rien. La France chrétienne est la seule nation réellement civilisatrice. Elle civilise par ses missionnaires, qui portent l'Evangile aux quatre coins du monde; l'Angleterre n'est qu'un facteur d'opium et de coton. La France est à Suez le représentant de la civilisation, et l'Angleterre a hérisé de canons le rocher de Périm pour l'empêcher de passer. La France a envoyé des troupes en Syrie pour protéger les chrétiens; voilà la civilisation. La Grande-Bretagne, hautement, publiquement, par ses journaux, ses orateurs, ses hommes d'Etat, a pris le parti des Turcs; telle est la civilisation anglaise; cette civilisation d'un nouveau genre, la France la repousse; grâce à Dieu, elle ne la connaît pas. Une correspondance de Constantinople s'étonne de l'accueil flatteur et des louanges qu'une grande partie de la presse parisienne décerne au nouveau Sultan, que l'on sait tout devoir à l'Angleterre. Ce qui nous étonne, c'est l'étonnement du correspondant. Est-ce que les journaux ne se lisent pas à Constantinople?

Le correspondant en question ajoute: « Qu'Abdul-Aziz, personnellement, soit tout ce qu'il voudra, il est sans nul doute, comme tout Turc passé, présent et futur, radicalement impuissant à faire autre chose que des ruines! » Que veut dire lord Palmerston et M. Grandguillot? L'*Independence belge* annonce que le doux et enivresque Giardini sera le dernier lieutenant du Roi à Naples. Les ministères seront également supprimés et remplacés par de simples divisions. C'est un nouveau pas décisif dans la voie de centralisation.

Giardini sera le dernier lieutenant piémontais à Naples. Nous l'espérons bien. Que les braves surmônés brigands, qui combattent dans les Deux-Siciles, *pro aris et focis*, ne se découragent pas; encouragez quelques efforts, et le sol de leur patrie sera purgé de l'étranger. Ce sera un pas nouveau et décisif dans la voie de décentralisation.

X. DE FONTAINES.

Il se commet en ce moment un grand crime en face d'une Europe impassible, et qui cependant s'indigne chrétienne et civilisée. C'est l'assassinat du peuple des Deux-Siciles. Pour trouver dans

l'histoire, depuis l'avènement du christianisme, quelque chose d'analogue à ce qui se passe aujourd'hui, il faut se reporter aux guerres de la Vendée. Le Napoléon combat au cri de: Vive le Roi! Vive Pie IX! C'était le cri du Vendéen. Nos petits grands hommes du jour, moitié anglais, moitié piémontais, appellent brigands les braves paysans qui, dans la Poitou, l'Abruzzo et les Calabres, luttent contre l'étranger. Brigands, tel était aussi le nom des Vendéens. Le Piémontais fusille sommairement tout ce qui lui tombe sous la main. C'était de même en Vendée. Cependant, si l'on compare la position du gouvernement révolutionnaire vis-à-vis de la Vendée à celle du roi sarde vis-à-vis des Napoléons, les circonstances atténuantes sont pour les cannibales de la Terreur. La Convention, en décrétant l'incendie de la Vendée, frappait une province révoltée contre son odieuse tyrannie. Jusqu'à un certain point, elle pouvait invoquer comme excuse le refus des Vendéens de reconnaître la Constitution du pays; il n'en est pas de même pour Victor-Emmanuel. Naples n'étant pas une dépendance piémontaise, il n'a aucun droit sur ces populations, qui le brûlent en effigie et traînent dans la fange l'étendard jadis glorieux de la maison de Savoie. Il s'est introduit furtivement dans les Etats de son cousin; avec l'or de la trahison, il s'est ouvert la route; à l'aide d'un faux sergent, il s'est fait appeler roi. Et maintenant que ce peuple, revenu de sa surprise, se lève comme un seul homme pour mettre l'envahisseur à la porte, on le tue, on le mitraille, on assassine ses prêtres, on dépoile ses musées, on épille ses églises, on expulse ses religieux, le tout au nom de la liberté et de la volonté nationale; et toute la tourbe d'écrivains révolutionnaires aux ordres des loges maçonniques, d'applaudir et de proclamer le roi de Piémont le héros émancipateur de l'Italie!

Quelle dérision, quel amer sarcasme jeté à la face de ce XIX^e siècle, si fier de lui-même; quelle ignominie que cette guerre de Peaux-Rouges! Mais nous nous trompons: le sauvage du Nouveau-Monde ne pousse le cri de guerre que pour venger une insulte, et il n'entre pas sur le territoire ennemi sans déclaration de guerre. Quel spectacle que cette Italie, jadis la terre des arts, la mère de la civilisation, jetée comme une victime à la Révolution! Cinquante-sept assassinats à Naples pendant le mois qui finit! Et si nous avions le bilan des provinces!

Quelle époque, où il ne se trouve pas un peuple, un potentat, pour dire: Assez de sang, assez de crimes, assez de hontes depuis deux ans! Quelle dégradation morale! Aux temps de l'obscurantisme, les héros s'appelaient Ruyter, Condé, Luxembourg, Villars, Catinaut, Duquesne, Tourville, Duguay-Trouin, Jean Bart; viennent ensuite les Kléber, Desaix, Davoust, Ney, Lannes, Oudinot, et toute cette phalange d'illustres guerriers, tant français qu'étrangers, acteurs et témoins des grandes luttes du commencement de ce siècle. Aujourd'hui, la scène appartient à des Garibaldi, aux Pinelli, aux Liborio Romano, aux Giardini! Voilà tout ce qu'a pu produire le génie révolutionnaire, ce grand réservoir de toutes les incapacités, médiocrités, nullités de l'époque, et qui cependant la domine.

XAVIER DE FONTAINES.

Colonisation

Monsieur le rédacteur,

Permettez-moi de vous faire part des réflexions que me suggère la lecture de votre article du 12 sur la COLONISATION.

Vous l'avez dit avec raison: la colonisation est une question de vie ou de mort. Une question de mort, si elle est conduite comme elle l'a été cette année. Qui ne voit en effet qu'avec cette émigration, pour laquelle on n'a rien négligé, ni efforts ni argent, on en envie de protestantiser la Canada? C'est le coup le plus mortel qui ait jamais été porté à la nationalité canadienne. On a bien essayé jusqu'à présent tous les moyens possibles pour détruire la langue, la religion du pays; mais disons-le à la gloire des nôtres, ces moyens sont restés impuissants devant les efforts qu'ils ont fait pour les repousser. Le moyen qu'on prend aujourd'hui est le plus insidieux et le plus déloyal qu'il soit possible d'imaginer. Le plus insidieux, car ne trouvant pas assez forts pour lutter avec nous, nos ennemis vont chercher du renfort parmi leurs pareils. C'est comme un voleur qui ne pouvant seul faire son coup de main, donne un coup de sifflet pour appeler sa bande et la ruer contre sa victime. Le plus déloyal, car le Gouvernement, au lieu d'étendre sa protection sur tous, l'accorde aux uns au détriment des autres. Et quels motifs a-t-il d'agir ainsi? Le Bas-Canada a-t-il menacé par hasard l'Angleterre de se séparer d'elle? N'est-il pas avéré au contraire que jamais l'Angleterre n'a eu de colonie plus fidèle et plus dévouée? Mais qu'importe? On n'a pas pu jusqu'à présent renverser les Canadiens; on veut les noyer! C'est donc une question de mort.

C'est aussi une question de vie, si l'on bout de la province à l'autre les Canadiens se lèvent comme un seul homme pour réclamer leurs droits, et mettre un terme à ces moyens iniques. Qu'ils se rappellent l'exemple du grand O'Connell luttant légalement pour sa patrie contre les mesures tyranniques de ses maîtres. Sans aller plus loin, qu'ils se rappellent l'exemple du grand citoyen, l'hon. Viger, qui pendant cinquante ans a combattu pour les siens, et dont les dernières paroles étaient: mon Dieu et mon Pays! Mais pour réclamer ainsi ses droits, il faut s'unir, il faut s'entendre; il faut surtout faire taire ses intérêts privés, mettre de côté les basses jalousies. Dans les circonstances présentes, tout doit être sacrifié à l'amour de la Patrie, si on veut que cette Patrie ne soit pas écrasée, et que nous ne périssions avec elle. Dès lors, accord de la presse. Au lieu de se faire la chasse, de tomber dans des personnalité qui n'intéressent qu'eux, ou d'assouper leurs lecteurs par des articles nébuleux qui n'apprennent rien et qu'on ne comprend même pas, que les journaux de la province n'aient qu'une même pensée dans cette grande

question, que tous leurs efforts tendent au même but! Certes, si jamais la presse ont un devoir important à remplir, c'est bien aujourd'hui. Que ceux qui en sont les organes, remplissent donc leur noble mission! Qu'ils montrent par leurs sentiments quelle estime ils font de leur nationalité! L'œil est au guet, le cœur palpite, pour savoir ce qui va désormais sortir de leur plume.

Réorganisation du Bureau d'Agriculture. Quelle anglomanie en effet? Deux races d'origine et de religion distinctes se partagent le Canada, et cependant que voit-on dans ce bureau tel qu'il est composé? Des Anglais et des Français? Non. Dans ce bureau comme dans presque tous les autres, exclusivement des Anglais, car la minorité de Français qui s'y trouvent ne peut compter. Est-il étonnant dès lors que les choses aient tourné comme elles l'ont fait cette année? Efforts, argent, tout a été employé, non pour rapatrier les Canadiens arrivants des Etats-Unis, mais pour faire venir à grands frais des étrangers, qui n'ont de lien entre eux que leur haine pour les croyances catholiques. Pour remédier à ces abus, il faut donc un remaniement dans la composition du bureau. Qu'il y ait deux bureaux distincts, avec un chef ou ministre qui partage entre chacun les sommes allouées par le gouvernement pour l'agriculture, voilà ce qu'il nous faut. Cette mesure est juste. Point de repos dès lors, point de paix que nous ne foyons! *Sociétés de Colonisation*, en rapport avec les bureaux et composées d'hommes désintéressés. Mettre à la tête de ces sociétés des hommes qui voudraient s'en faire un piédestal pour s'élever, ou un moyen pour s'enrichir, seraient-ce des hommes aptes à cette grande œuvre? Ne serait-ce pas plutôt des hommes capables de tout ruiner? Mais qui choisira ces hommes désintéressés? Se choisiraient-ils eux-mêmes? Assurément non, car de tels hommes ne sauraient inspirer la confiance. Qui donc les choisira? Le public dans chaque paroisse, convoqué par le curé, ou le citoyen le plus marquant et le plus probe de l'endroit. Et qu'on ne dise pas qu'il sera difficile de trouver des hommes désintéressés. Grâce à Dieu, il en est un grand nombre parmi nous qui au désintéressement joignent l'énergie. Le public les connaît, et il n'y a pas de meilleur juge que lui, quand il n'est pas circonvenu, pour les discerner et les adopter. Des sociétés ont été formées il y a déjà du temps et sont tombées ou n'ont rien fait. N'est-ce pas parce qu'on n'a pas pris ces précautions? Qu'on les prenne, et l'expérience dira qui a raison. Des sociétés ainsi formées, ayant leur tête le clergé, ne peuvent que mener la chose à bonne fin. Dès lors cette question sera pour nous une question de vie.

Voilà, monsieur le rédacteur, ma manière de voir et de procéder; si un autre a une meilleure recette, qu'il en fasse part.

UN PATRIOTE.

FAITS DIVERS

—Le temps exceptionnellement beau dont nous jouissons depuis près de trois semaines a été mis à profit par les cultivateurs qui se sont hâtés d'engranger leur récolte de foin. En plusieurs endroits la fenaison est terminée, et on a même commencé à couper l'orge et le seigle. Le grain a en général belle apparence; cependant en quelques endroits le blé a été attaqué par les vers. Les patates et les autres légumes ont aussi belle apparence, mais une petite pluie ne leur ferait pas dommage.

Paris, 3 août.

—On lit dans une correspondance adressée au *Nouveliste de Rouen*:

« Vous savez que la crainte des annexions a donné la fièvre à presque toute l'Allemagne; mais ce que vous ignorez peut-être, c'est que certains hauts personnages d'outre Rhin ne se font pas faute d'inoculer la maladie à leurs plus proches voisins. On cite pour preuve à l'appui, l'anecdote suivante que l'on donne comme authentique, mais que néanmoins je ne vous transmets que sous toutes réserves. Il y a peu de jours, dit-on, qu'un prince héréditaire allemand traversant Bruxelles, s'entretenait avec M. Rogier, le ministre le plus influent du cabinet. M. Rogier expliquait à cette altitude la nécessité pour la Belgique de reconnaître le royaume d'Italie. — Monseigneur, lui disait-il, le pays est démocrate, moi-même, je suis un vieux révolutionnaire qui ai travaillé à la révolution depuis 1825. — Tout cela est très bien, aurait répondu le prince à M. Rogier, chacun a ses idées, mais vous conviendrez avec moi, j'espère, qu'avant d'être révolutionnaire, il faut être Belge et patriote; or, il me semble, sans votre avis, que la France a beaucoup plus d'intérêt à posséder Bruxelles, que le Piémont n'en a à s'installer à Naples. Rétrochez, je ne vous en dis pas davantage. »

—Les passages suivants, relatifs à l'exploration de la rivière Rovuma, sont extraits d'une longue lettre, envoyée d'Afrique à Glasgow, par M. Charles Livingstone, frère du célèbre docteur:

Pioneer, en vue de Johana, (iles Comoro), 22 avril 1861.

Mon cher ami,

Nous avons exploré la rivière de Rovuma, en bateau à vapeur, sur une longueur d'environ trente milles. Nous avions à bord l'évêque Mgr. Kensie, et de ses prêtres; les autres étaient restés à Johana. Nous avons grand espoir d'aller au lac Nyassa par la Rovuma, qui y conduit, au dire des indigènes.

Un peu au-delà de l'endroit jusqu'où le *Pioneer* a pénétré, à la hauteur de la ville de Donde, chef des Makonda, il paraît que la rivière se rétrécit et devient profonde; elle coule encaissée entre des rochers très-élevés. Des indigènes affirment qu'on peut affronter les dangers de ces gorges en canot et se rendre ainsi à Nyassa. Le lit de la rivière, comme celui du Zambèze, paraît être une succession de bancs de sable d'une grande étendue. L'hippopotame vit dans ses eaux. Le paysage des bords du Rovuma surpasse en beauté celui des bords du Zambèze.

Une heure après avoir quitté les mangliers, nous entrions dans un charmant pays tout planté de beaux arbres. Peu à peu les bords de la rivière s'élevaient et atteignaient une hauteur de 1,000 pieds. Sur ces hauteurs, le bois est en abondance, bois précieux tel que l'ébène et un autre qui ressemble beaucoup à l'acajou. Aucun produit du pays, si ce n'est peut-être les esclaves, n'a encore été transporté par le Rovuma. Le premier homme que nous rencontrâmes nous dit qu'il connaissait les Anglais, qu'il avait visité leurs vaisseaux, que notre peuple était un peuple généreux, un de ceux qui ont toujours en abondance de l'argent, des vêtements, etc., et n'aimait pas le commerce des esclaves. Les indigènes sont de pauvres diables opprimés par les Arabes qui ne leur laissent pas grand-chose. Leur langue est celle de Suma et du peuple mangani. J'ai dit que l'évêque était abord; il n'a pas été épargné par la fièvre africaine, mais il a bientôt recouvré la santé.

Nous avons visité Mohilla, l'une des îles Comoro. Cette île, comme les autres, est d'origine volcanique; c'est une masse de montagnes et de hauteurs effrayamment déchirées et tourmentées, mais couverte d'une épaisse végétation. Les habitants ont un sang mêlé d'Arabe et de leurs conquérants, les indigènes de Madagascar. La reine, personne fort intelligente, parle français très-couramment. La religion est celle de Mahomet. Nous fûmes heureux de trouver à Faubone, la capitale, des écoles dans lesquelles les filles et les garçons apprennent à lire; le maître est payé à forfait; il reçoit 10 dollars par enfant quand celui-ci sait lire. Les plus intelligents apprennent dans six mois, les autres en deux ans. Deux agents français, qui jadis étaient à Madagascar, résident aujourd'hui dans la capitale. L'île produit d'excellentes cannes à sucre, du riz en abondance, des pommes de terre, etc. On exporte du riz, des bêtes à cornes, des montons, des chèvres. Le peuple est sobre; c'est le seul endroit où il nous ait été impossible de nous faire servir du grog. Ici on ne peut se procurer rien de tel, ni pour l'amour de Dieu, ni pour de l'argent.

CHARLES LIVINGSTONE.

—L'administration de l'Assistance publique de Paris vient de fonder sur la plage de Berk (Pas-de-Calais), un hôpital de cents lits pour le traitement des enfants scrofuleux provenant de ses hôpitaux. « Cet établissement, unique dans son genre sur les côtes de France, commencé il y a trois mois à peine, est aujourd'hui terminé; il consiste, dit le *Journal des Débats*, en un système de constructions en bois élevées d'un étage et formant un parallélogramme ouvert sur la mer avec une chapelle au centre.

Les enfants, confiés aux soins des sœurs franciscaines de Calais, y sont installés depuis quelques jours dans les meilleures conditions. Chacun d'eux, avant son départ, a été l'objet d'un examen attentif, et a donné lieu à une notice d'observations rédigée par les médecins compétents des hôpitaux de Paris. Toutes les circonstances du traitement, les effets de la vie à la mer et des bains salés pour l'économie des jeunes malades seront décrits dans une seconde notice qui accompagnera chaque enfant à son retour à l'hôpital de Paris, où il sera examiné de nouveau.

L'administration sera ainsi mise à même de juger en parfaite connaissance la valeur thérapeutique des nouveaux moyens qu'il vient de mettre à la disposition de ses médecins, et qui n'avaient encore été essayés chez nous que sur une échelle trop restreinte, hors des conditions régulières d'une installation véritablement médicale.

La bénédiction des bâtiments et de la chapelle de l'hôpital de Berk a eu lieu lundi dernier au milieu d'un grand concours de population. M. Husson, directeur de l'administration de l'Assistance publique, présidait à la cérémonie, entouré de membres du conseil de surveillance et de médecins arrivés de Paris, auxquels s'étaient jointes les autorités locales.

Après l'office divin, les invités ont visité toutes les parties de l'établissement et ont ensuite assisté à un banquet qui leur a été offert dans l'un des réfectoires de l'hôpital. Les jeunes malades n'ont point non plus été oubliés dans cette fête de bienveillance, et une provision de gâteaux apportée de Paris a été distribuée à ces pauvres enfants, tout joyeux d'être l'objet de tant d'empressement et de sollicitude.

—On lit dans le *Courrier de la Rochelle* du 31 juillet:

« Hier, dans la journée, un individu, proprement mis, se présentait à la caisse d'escompte de notre ville, demandant à négocier un billet de 2,000 fr. converti de trois signatures, parmi lesquelles figurait celle d'un notaire; il lui fut répondu:

« — Le caissier est absent, revenez dans une heure et laissez-moi votre billet, il vous sera escompté.

« Dans cette intervalle, M. Moreau, directeur du comptoir, fait prier M. D***, l'un des endosseurs, de passer chez lui, et lui montre sa signature, qui lui avait semblé suspecte. La valeur fut reconnue comme fautive par le notaire, qui déclara n'avoir souscrit aucun billet. On avait donc affaire à un fripon.

« Cependant l'homme aux trois signatures revient tranquillement, l'heure écoulée, pour prendre possession de ses deux mille francs. M. D***, était passé dans une pièce voisine.

« — Qui vous a donné ce billet, lui dit M. Moreau?

« — M. D***,

« — Vous le connaissez beaucoup?

« — Parfaitement, Monsieur.

« — Eh bien! lui, ne vous connaît pas, s'écrie tout à coup M. D***, sortant de sa cachette, ce billet est faux et vous

êtes un voleur.

« Monsieur! exclama notre individu avec le diapason de la vertu indignée, puis d'une voix plus calme:

« — Je vois qu'il y a erreur, c'est de M. votre frère qu'il s'agit, et pour me justifier à vos yeux je vais vous conduire chez lui. »

« — Non pas, non pas, interrompit le directeur du comptoir, une fois dehors vous jouteriez des jambes, tandis qu'ici nous vous tenons, et nous vous tenons bien.

« Un poste d'artillerie était à quelque distance. Trois hommes s'en détachent, et prenant le faiseur de billets par le bouton de son patelot, lui tiennent compagnie jusqu'à l'hôtel de ville. De là un mandat d'arrêt, signé d'une signature très bien escomptée par la gendarmerie, celle du procureur impérial, vint lui ouvrir les portes de la prison de ville, où il pourra, en attendant la prochaine session des assises, réfléchir sur les inconvénients du dessin d'imitation appliqué aux écritures de commerce.

UN TOUR DE GYMNASTIQUE. — La scène se passait à Clamart, le 4 juin dernier; à deux heures cinquante-cinq minutes, le train marchand vers Paris était arrêté dans la gare, quand un voyageur arrivant au pas de course s'élança subitement vers la barrière:

— Ouvrez-moi, criez-t-il au garde, ouvrez-moi vite, je suis pressé.

— On ne passe plus.

— J'ai mon billet de retour.

— Ça ne fait rien, il est trop tard.

— Mais je suis attendu à Paris.

— Ça ne me regarde pas, vous ne pouvez pas partir.

— C'est dit?

— C'est dit!

— Eh bien, je partirai malgré vous.

Ce disant, le voyageur pressé pose une main sur la barrière, fait un demi-tour, s'enlève légèrement, et retombe sur la voie.

Le garde l'a pris pour un oiseau; il reste un moment interdit, et pendant ce temps le volteur fait un nouveau bond et se trouve, au moment même où le train part, debout sur le marche-pied d'une voiture.

Il ne savait pas ce qu'il risquait, un train qui ne stationne pas à Clamart allait passer et pouvait broyer l'imprudent. Heureusement, le garde-barrière est mieux instruit; aussi se jette-t-il sur le voyageur qui a la tête aussi légère que les jambes; il le prend à bras-le-corps, l'enlève et le dépose sur le quai.

L'homme ainsi enlevé jure, le garde jure: Vous n'avez fait manquer le train, dit l'un. — J'aurais dû vous laisser tuer, dit l'autre; mais les propos vont moins vite que la vapeur, et le convoi est déjà loin.

Le récalcitrant, celui qui saute si bien, est aujourd'hui devant le Tribunal: il se nomme Julien, et il est professeur de gymnastique, ce qui explique son agilité. Il est prévenu de s'être introduit sur la voie ferrée sans autorisation, et d'avoir ainsi contrevenu aux articles 61 et 68 de l'ordonnance du 14 novembre 1846.

— Il fallait bien que je partisse, dit-il, j'étais attendu pour une leçon.

M. le président. — Il fallait arriver plus tôt.

— J'avais mon billet de retour.

M. le Président. — Un train allait passer, vous pouviez vous faire tuer.

— Bast! le professeur de gymnastique a dit ce: bast! avec un sonnerai air de mépris, il semble dire qu'il aurait sauté par-dessus le train. En résumé, ajout-il, mon voyage a été retardé, et ce qui m'a fait perdre une leçon.

Il ne perd pas que cela, car il est condamné à 25 fr. d'amende. (Droit.)

— Le *Sport* raconte le fait suivant à propos des ambassadeurs de Siam:

« Ils paraissent particulièrement étrangers aux prescriptions de nos arts.

« On sait que l'empereur a chargé un peintre éminent de faire pour le musée de Versailles un tableau de grande dimension, ou leur présentation officielle à Fontainebleau sera rendue avec la fidélité d'un portrait.

« En traitant ce sujet, l'artiste a nécessairement pensé à varier l'attitude de ses têtes; les uns sont vues en face, les autres de trois quarts, beaucoup le seront de profil. Mais en présence de l'esquisse et consultés pour avoir d'eux s'il se trouvaient ressemblants, les Siamois ont applaudi sans restriction aux figures posées de face; ils ont beaucoup hésité, par contre, dans leur jugement, devant celle que le peintre eut devoir présenter de trois quarts, mais il ont poussé des cris de réprobation à l'aspect des têtes rendues de profil. C'était à ne plus s'entendre dans l'appartement.

« L'interprète est accouru; il a écouté, leurs gémissements et les a traduits.

« Il a dit au peintre effrayé que la colère des Siamois avait pour cause le grief original que voici: ils n'entendaient pas quelques-uns parmi eux fussent représentés avec un seul œil; un seul œil! Pourquoi rien qu'un seul? Que signifiait un pareil affront fait à leur visage? Le peintre a vainement objecté qu'une figure vue de profil n'offrait jamais qu'un œil! Paroles perdues.

« Tout a été longuement inutile pour les convaincre de cette vérité si élémentaire. Le tableau commémoratif menaçait de ne jamais être terminé.

« Enfin, une transaction est survenue; ils ont consenti à être rendus de profil là où l'artiste prétend que la chose est indispensable, mais à la condition expresse qu'il leur sera délivré un écrit où l'on dira tout au long en langue française et en langue siamoise que c'est manifestement contre leur gré qu'on les a représentés avec un œil de moins. Ils en appellent à la postérité.

ANNONCES NOUVELLES.

Retour des pensionnaires au Séminaire de Québec.

Commerce et Navigation.

Port de Québec.

ARRIVAGES.

Liste des vaisseaux entrés dans le port de Québec les 19 et 20 août: —

Jane Doull, Bohémien, Marie Joseph, Marie Ste Croix, Gard d'Honnour, Gardier.

Expéditions de Québec les 19 et 20 août: — James Caskie, Maitland, John Daries, Walker, Marie Victoire, Bay-Rd, Alma, Indiana, Veritas, John Ball, Sinonds, Montezuma, Dantzie, Providence, Mary, St. Lawrence, Lord Riversdale, U. J. Tessier, Lady Head.

État comparatif des arrivages et tonnages au Port de Québec, durant les années 1850 et 1861, jusqu'au 16 août de chaque année: —

1850..... 744 Vaisseaux..... 407,298 Ton.
1861..... 845 Vaisseaux..... 485,083 Ton.

Plus cette année..... 101 Vaisseaux..... 77,085 Ton.

État comparatif des arrivages et tonnages des Ports d'en bas, en 1859 et 1860, jusqu'au 16 août de chaque année: —

1859..... 46 Vaisseaux..... 5498 Ton.
1861..... 85 Vaisseaux..... 7050 Ton.

Plus cette année..... 39 Vaisseaux..... 1552 Ton.

Rapport du nombre d'émigrants arrivés au Port de Québec depuis l'ouverture de la navigation jusqu'au 17 août, comparativement avec l'année dernière: —

Angleterre..... 1960, 1861.
Irlande..... 4904, 5156
Ecosse..... 236, 353
Allemagne..... 625, 780
Norvège et Suisse..... 233, 1263
..... 1793, 8626
..... 7291, 16235

Augmentation cette année, 8934.

Terrible calamité!

PLUS DE 60 VIES PERDUES.

Des témoignages viennent de toutes parts en faveur du Candie du Dr McKenzie pour leur verser laide. Aucun remède contre les vers n'a rencontré un succès si étonnant. Des personnes peuvent dire que c'est l'imagination vient du vieux pays, mais que l'imagination soit bête si elle détruit les vers chez les enfants aussi sûrement que le Candie. Un essai du Candie pour vers du Dr McKenzie satisfait les esprits les plus sceptiques.

Prix: seulement 74d, 15 cents par paquets, ou 2 schellings, 50 cents pour quatre paquets. A vendre chez tous les Droguistes et vendeurs de Médecine en Europe et en Amérique.

Il est certifié s'il n'y a pas un fac-simile de la signature de H. E. McKenzie, M. D., Glasgow, sur chaque enveloppe.

Voyez l'avertissement dans une autre colonne.

Aux Poltrons.

CELUI qui donne cet avis ayant été rendu à la santé en quelques semaines par un remède très simple, après avoir souffert plusieurs années d'une sérieuse affection de pommus et de cette terrible maladie, la Consommation, — désire faire connaître à ses compagnons de souffrance les moyens de se guérir.

A tous ceux qui le désirent, il enverra une copie de la prescription dont on se sert (français), avec les directions pour la préparer et s'en servir; ils verront que c'est un remède sûr pour la Consommation, Asthme, Bronchite, etc. Le seul but de celui qui donne cet avis en envoyant la prescription, est de faire du bien aux affligés et de répandre l'information qu'il croit inappréciable, et il espère que tout souffrant essaiera son remède, comme il ne leur en coûtera rien, et qu'ils pourront s'en louer.

Les personnes désirant avoir des prescriptions devront s'adresser

REV. EDWARD A. WILSON,

GRANDE Reduction de Prix

Désirant disposer de notre immense Fonds de Marchandises, dont la valeur s'élève à

PLUS DE 50,000 PIASTRES,

NOUS VENDRONS, A DATER DE

LUNDI, le 12 Aout courant,

Tout notre assortiment de marchandises à un escompte de

25 PAR 100 OU 30 SOUS PAR PIASTRE.

CET ASSORTIMENT COMPREND :

Librairie.

Sous ce titre, nous avons la plus magnifique collection de Livres d'Histoire, sciences, Théologie, Littérature que l'on puisse trouver au Canada. Avec la diminution que nous annonçons aujourd'hui on pourra se procurer les ŒUVRES COMPLETES DE MONTESQUIEU ou de PASCAL, pour la somme insignifiante de 3s. 9d. ; également Molière complet, illustré, pour 3s.

Papeterie.

Papier à billets, à lettres, Pott, Foolscap, Livres de compte, Memorandum, seront également vendus à 25 p. 100 d'escompte sur les prix ordinaires, ce qui les met à un prix inconnu jusqu'à ce jour.

Articles de fantaisie.

Boîtes à ouvrages, Caves à odeurs, Fleurs sous verre, Vases en porcelaine, Bijouterie en or et imitation, Bracelet, Épinglettes, nécessaire de voyage, etc.

Chaussures.

Bottines, Souliers, Pantoufles, Souliers de satin, Bottines en peau de chevreau, etc. Avec la remise de 25 p. 100 nous trouvons vendre ces chaussures à un prix extraordinairement bas.

Gravures.

200,000 feuilles d'imagerie, depuis la bibliographie commune jusqu'à la gravure au burin de \$10. 25 p. 100 de remise.

Livres de Prières.

Plus de 10,000 volumes, depuis le petit volume cartonné à 4 sous jusqu'au splendide Paroissien relié en ivoire ciselé de 44 10s. Le volume de 4 sous ne se vendra que 3 sous et le riche volume de 24 10s se vendra 13 7s 6d.

Livres d'Ecoles.

La même remise de 25 p. 100 sur tous nos livres d'Ecoles.

Papiers Peints.

3500 Rouleaux, de douze sous à cinq piastres le rouleau. Également sujet à l'escompte de 25 p. 100.

VINS FRANÇAIS.

Notre cave renferme les meilleurs vins, tels que Champagne, Bourgogne, Bordeaux, Vins du Rhin, Kirsh, Eau-de-vie, Absinthe suisse, Vermouth, etc. Tous ces vins et liqueurs seront également vendus à 25 p. 100 d'escompte.

Enfin, tout ce que nous avons en magasin sera vendu à cette réduction uniforme de 25 par 100.

POUR ARGENT COMPTANT SEULEMENT.

J. & O. CREMAZIE,

12 août 1861. 10-1m

12, Rue La Fabrique.

BAZAR.

LES dames du faubourg St. Roch se proposent d'ouvrir un BAZAR le 2 de SEPTEMBRE prochain dans la SALLE JACQUES-CARTIER dont le produit sera employé à payer une partie de la dette de la jolie chapelle des Congréganistes.

Tous les dons et contributions seront reçus avec reconnaissance par les dames dont les noms suivent :
Mme O. St. MICHEL, Présidente, Mme A. LABERGE,
" A. GROSAS, " L. THÉRY,
" N. TREDEL, " F. GIGERRE.

Les dames suivantes tiendront la table de rafraîchissements :
Mme Z. LEVASSEUR, Mme O. BÉLANGER et
" F. SOUCY, " H. PARÉ, Secrétaire.

A VENDRE.

LES TERRAINS connus sous le nom de Savanes situés entre St. Flavien et St. Agathe, seigneurie de Ste. Croix, viennent d'être divisés en lots convenables à des cultivateurs : ces terrains exau, minés par un arpentier très compétent, M. Nicolas Lefrançois, de l'Ange-Gardien, ont été reconnus propres à la culture par les couches de marne bleue que l'on rencontre presque partout.
M. LEBEVRE, N. P. à St. Antoine, est chargé de la vente qui commencera, en son étude, après le 25 de ce mois.
Urulines de Québec, 2 août 1861. 2 13

CONSEILS d'une mère à sa fille
pour l'année de sa première communion, appropriés aux années qui la suivent, par Mme A. F. du Ly, in-8.
Les mères chrétiennes trouveront dans ce petit livre un écho pur et fidèle de leurs propres sentiments, de leurs propres conseils ; il les soulagera dans leur tâche. Il ne plaira pas moins aux jeunes enfants par la forme du dialogue qui l'anime, ainsi que par les détails et les petites scènes d'intérieur qui y répandent, avec la variété, la vie et le parfum de la famille. (Gazette de France.)
A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, rue Buade, Haute-Ville.

MANUEL des CONFESSEURS,
composé de 10. Du prêtre sanctifié par l'administration charitable et discrète du sacrement de pénitence ; 20. De la pratique des confesseurs de saint Liguori ; 30. Des avènements aux confesseurs et du traité de la confession générale de B. Leonard de Port-Maurice ; 40. Des instructions de saint Charles aux confesseurs ; 50. Des avis du saint François de Sales aux confesseurs ; 60. Des conseils de saint Philippe de Néri ; 70. Des avis de saint François-Xavier aux confesseurs, par l'abbé J. GAUME, docteur en théologie de l'Université de Prague, membre de l'Académie de la religion catholique de Rome et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Besançon. Septième édition publiée en 1854. Ouvrage en 1 volume relié.
A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, Rue Buade, Haute-Ville.

LEVERS RONGEUR des SOCIÉTÉS MODERNES, ou le paganisme dans l'éducation, par l'abbé J. GAUME, vicaire-général de Nevers, docteur en théologie de l'Université de Prague, membre de l'Académie de la religion catholique de Rome et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Besançon, etc. Publié en 1851. Ouvrage en 1 volume, relié.
A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, Rue Buade, Haute-Ville.

CLOCHES

D'EGLISE. D'ACIER FONDU.

LES soussignés, ayant été nommés AGENTS pour le CANADA, pour la vente des CLOCHES D'EGLISE et de MANUFACTURES D'ACIER FONDU, sont maintenant prêts à exécuter tous ordres quelque soit leur étendue.

Ces Cloches sont fabriquées par MM. NAYLOR, VICKERS et Cie, de Sheffield, Angleterre. Elles ont un son pur, mélodieux, particulier à l'acier ; en raison de l'élasticité du métal le son se fait entendre à une grande distance.

Les Cloches d'acier fondu sont beaucoup plus légères que celles de métal ordinaire à cloches de même grandeur, et sont conséquemment plus aisées à sonner ; et grâce à la densité et à la force de la sonnerie, il est presque impossible de les briser à l'usage ordinaire.

Ces Cloches ont été successivement introduites dans quelques unes des plus grandes cités et villes des Etats-Unis et du Canada, pour Cloches d'Alarmer pour le feu, pour Eglises, Manufactures, etc. ; et leur prix étant moins élevé que celui de cloches de composition, ce fait uni à leur légèreté, leur force et la douceur de leur son, ne peut manquer de les recommander à la faveur du public.

Les Cloches d'acier fondu en conséquence une amélioration dans la qualité et la force du son à une grande facilité pour les placer et les sonner, par leur légèreté et leur bon marché.

CARILLON fondu à ordre avec la plus grande promptitude.
Chaque Cloche est garantie pour un an, avec un usage convenable, dans tout climat.

Des Circulars imprimés, avec description, recommandations, prix, etc., seront fournis en s'adressant à

FROTHINGHAM & WORKMAN,
Montreal,
Agents pour le Canada.
14 septembre 1860. 201

500

Tués raide !

L'EXTERMINATEUR DE VERS DU

Dr. McKENZIE.

FAIT des miracles inconcevables. La Faculté de Médecine d'Ecosse, aussi bien que celles d'Angleterre et d'Irlande ont prononcé que cet exterminateur de vers faisait plus de bien que toutes les autres médecines composées. Il fait ses preuves depuis 165 (près de 100 ans) et tout fils et filles de la vieille Ecosse peuvent servir de témoins. Il a toujours porté le nom de

"Old Dr. McKenzie's Worm Candy-stick."

Parce qu'il ressemble à un bâton de sucre de Candie par le goût et l'apparence, et qu'un enfant qui le prend ignore qu'il prend une médecine, et parce que son effet sur les vers lorsqu'il y en a est au-delà de description.

Un enfant de 10 ans du Rév. J. McDougall, (Dundee), jeta au-delà de 500 VERS en trois jours ; ce qui au témoignage du Rév. McDougall a sauvé l'enfant, par la grâce de Dieu ; des milliers de témoignages semblables sont donnés, sans sollicitation, au propriétaire actuel.

SYMPTOMES GÉNÉRAUX DES VERS.

Inquiétude, trépidation et grincement des dents pendant le sommeil, convulsions, appétit vorace, (quelques fois pas d'appétit) pâleur, chatouillement de nez, douleurs de boyau, fièvre, mauvaise humeur, amaigrissement, relâchement de la chair, tout sèche, acreté dans l'estomac.

Tous ces symptômes cessent d'exister, par l'usage de cette Médecine une ou deux fois. Elle donne toujours la santé, quand même il n'y a pas de Vers. Elle est inoffensive même pour le plus petit enfant.

GARANTIE PUREMENT VÉGÉTALE DANS SA COMPOSITION.

Vendu en détail par tous les Droguistes et vendeurs de Médecines en Europe et en Amérique, à 7d. sterling (15 cents) le paquet, ou 2s. (50 cents) par 4 paquets. Assurez-vous si chaque paquet porte la signature de H. E. McKenzie, M. D., Glasgow, sur l'enveloppe.

Demandez le DEAD SHOT WORM CANDY du Dr. McKenzie.

NORTHROP & LYMAN, CARTER, ERY & Co.
Newcastle, C. W. Montreal, E.

Sont agents généraux de vente en gros pour les Canadas.

27 septembre 1860. 12m 133

LA MYSTIQUE, ouvrage en cinq

volumes par GORRES, et traduit de l'allemand par M. CHARLES SAINT-FOL, auteur des "Heures Sérieuses d'un Jeune Homme", relié.

A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, Rue Buade, Haute-Ville.

EDUCATION MATERNELLE.

— Simples leçons d'une mère à ses enfants sur la lecture, l'écriture, la mémoire, l'arithmétique, la grammaire, l'orthographe, la géographie, l'histoire sainte, les récréations, par MADAME A. TASTR, cinquième édition revue et corrigée. Edition illustrée de 500 vignettes. En un volume Prix, broché 18s. 9d.

A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, rue Buade, Haute-Ville.

CATECHISME de Persévérance

ou exposé historique, dogmatique, moral, liturgique, apologétique, philosophique et social de la Religion, depuis l'origine du monde jusqu'à nos jours, par l'abbé GAUME, ancien vicaire-général du diocèse de Nevers, chevalier de l'Ordre de St. Sylvestre, membre de l'Académie de la Religion Catholique de Rome, etc. Septième édition, revue et augmentée de notes sur la géologie et d'une table générale des matières. 8 volumes reliés.

A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, rue Buade, Haute-Ville.

RELATIONS INÉDITES de la

Nouvelle-France (1672-1679) pour faire suite aux anciennes Relations (1615-1672), avec deux cartes géographiques. 2 vols. in 12. Brochées, \$0.50 reliées \$0.90.

A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, Rue Buade, Haute-Ville.

THEOLOGIE à l'Usage des Gens

du Monde, ou études sur la doctrine catholique, par CHARLES DE SAINT-FOL. Seconde édition, revue, corrigée et considérablement augmentée par l'auteur, avec approbation de S. E. Mgr Gosselin, cardinal-archevêque de Reims. Publié en 1851. Ouvrage en 3 volumes, reliés.

A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, Rue Buade, Haute-Ville.

AVIS.—Le soussigné ayant loué

le local sur la rue St. Paul, maintenant occupé par Bonaventura, est prêt à faire des Avances libérales en PLANCHES, MADRIERS, LATTES etc. etc., aux personnes qui le favoriseraient de leurs consignations.

JOSEPH ARCHER, Junior,
27 mars 1861. 341-2fs

LEGENDES

CANADIENNES,

PAR M. L'ABBÉ H. R. CASGRAIN.

UN volume de 425 pages, in-12, imprimé sur beau papier et superbement relié. Prix, \$1.

A vendre chez
LEGER BROUSSEAU,
Libraire,
No. 7, rue Buade, Haute-Ville.

AVIS PUBLIC.

Je donne avis par les présentes que je serai présent avec les Étamperies et les Modèles des POIDS et MESURES d'étalon aux différents lieux et époques ci-dessous mentionnés pour examiner, vérifier et estimer les Poids et Mesures. Je donne de plus avis que tous ceux qui négligeront ou refuseront de produire pour les faire examiner, vérifier et estimer tous poids, mesures, fléaux, etc., etc., encourront une pénalité d'environ HUIT piastres.

St. Simon, ...	5 et 6	Août.
St. Fabien, ...	7 et 8	do.
St. Cécile du Bic, ...	9, 10, 12	do.
St. Germain de Rimouski, ...	13, 14, 16, 17, 19, 20	do.
St. Anaclet de Las-sord, ...	21	do.
St. Louis, ...	27, 28	do.
St. Flavie, ...	29, 30, 31	do.
St. Octave de Métis et Grand Métis, ...	2, 3, 4, 5	Septembre.
Notre-Dame de l'Assomption, ...	6, 7	do.
Township Matane, ...	10,	do.
St. Jérôme de Matane, ...	12, 13, 14, 16	do.

D. F. DE ST. AUBIN,
Inspecteur du Revenu
Pour le district de Rimouski.
Bureau de l'Inspecteur du Revenu,
S. Jérôme de Matane, 3 juillet 1861. 431

A. CASGRAIN, Avocat, Bureau 2. 10

Ville, Québec. M. Casgrain suivra les Cours des districts de Québec et de Montagny.
22 mai 1861. 394-3m

AVIS.—Les Soussignés informent le public qu'ils ont ouvert un DÉPÔT DE CUIR au QUAI RENAULT, rue Saint-Paul. Ils auront constamment en main un assortiment de toutes espèces de Cuir, Harnais et Chaussures et autres effets, qu'ils vendront à très-bas prix.

A. FORTIN & FILS.
17 mai, 1861. 390

Dlle. HOUD

MODISTE.

No. 59,

COIN DES RUES RICHELIEU ET STE. MARIE,

FAUBOURG ST. JEAN,

QUÉBEC.

10 mai 1861. 381-3m

Armurier, Mécanicien et

Artificier.

L. LEMOINE, Rue St. Olivier,

Nos. 13, faubourg St. Jean, continuera ses travaux comme par le passé, et de plus aura toujours en main un assortiment varié de PIÈCES d'ARTIFICE, pour fêtes publiques ou réjouissances particulières. Le tout à des prix modérés.
32 juillet 1860. 152

SUCCESSION DE FEU DR. BLANCHET.

AVIS.

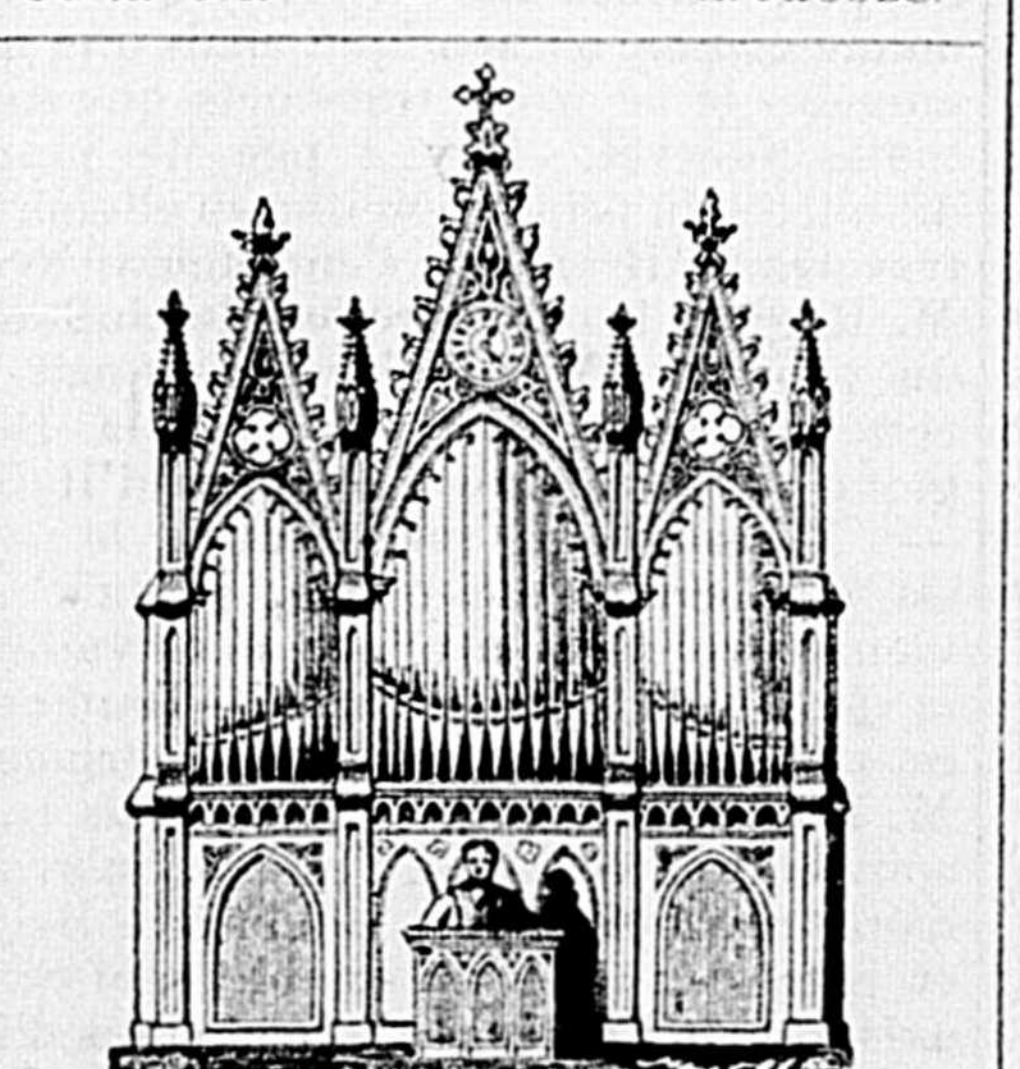
TOUTES les personnes ayant des réclamations contre la succession de feu JEAN BLANCHET, en son vivant CHIRURGIEN, de la Cité de Québec, sont priées de présenter leurs comptes, et toutes celles ententes envers la susdite succession, sont aussi requises de s'adresser et de payer au soussigné.

H. BLANCHET.
22 juillet 1859. 20

AVIS.—Mme Jacobs

informe ses pratiques et les Dames en général qu'elle vient de recevoir par le *Bohemian*, les dernières modes de CHAPEAUX, de Londres et de Paris, des COIFFURES MANTES, ornement de TÊTES, GUERLANDS, Rubans, FLEURS, PLUMES.

Un riche assortiment de Soirées, Dentelles, Voulours, Ornaments et toutes les nouveautés de la saison.
8 avril '61. 53 H. JACOBS.



Manufacture d'Orgues

ST. MICHEL d'YAMASKA, C. E.

Le soussigné a ouvert un grand et magnifique ATTELIER, muni d'un ENGIN A VAPEUR et de différentes machines qui travaillent le bois d'une manière parfaite, dans l'espérance que les MM. du Clergé voudront bien l'encourager sur-tout quand ils sauront qu'il doit prendre des arrangements pour avoir ses Tuyaux d'Orgues d'Europe, quoique ceux qui emploie maintenant et venant des Etats-Unis, soient de première qualité sous tous les rapports.

Le soussigné construit des ORGUES de tout prix depuis \$20 à 3,000, avec de longs crédits. Par exemple, un Orgue de \$500 pourra être payé par \$75 ou 100 par an, et un Orgue de \$250 pourra être payé par \$25 ou 50 par an ainsi de suite et sans intérêt. Pour un Orgue payé en partie comptant, il y aura une très-grande déduction dans le prix. Ses Orgues sont à meilleur marché que celles importées de l'Europe qui coûtent par exemple, rendus ici et sans boîtes \$700, tandis que l'on peut s'en procurer de même dimension et tout finis avec boîtes vernies et rendu à leur place pour \$500.

Il transporte, monte à leur place, accorde et entretient pendant un an ses orgues, sans aucune charge de l'acquéreur.

Le soussigné ose espérer que, après tant de dépenses de peines et d'efforts faites pour établir une bonne maison en Canada, les MM. du Clergé seront tout portés à l'encourager pour deux raisons principales ; parce qu'il est Canadien et parce qu'il pourra faire affaire avec lui bien plus facilement qu'avec tout autre.

M. Paradis fait maintenant un Orgue à deux claviers, construit pour que l'Organoiste soit en face avec l'autel et avec beaucoup d'admission dans le son et dans l'arrangement des jeux, dont le prix sera que de \$450 à 500 et sera terminé vers la fin du mois de mai.

OVIDE J. PARADIS,
14 janv. 1861. 288-12m Facteur d'Orgues.

Les Maires des Grandes Villes

NOUS, LES SOUSSIGNÉS, MAIRES, certifions par les présentes que les Pharmaciens, Médecins et Apothicaires de nos différentes villes, ont signé un document par lequel ils certifient que les remèdes du Dr J. C. AYER et CIE, de Lowell, (SALSEPAREILLE, PILULES, REMÈDE CONTRE LE FRISON et le CHERRY PECTORAL) sont d'une incomparable efficacité et dignes de la confiance du public.

Hon. GERARD STITH,
Maire de la Nouvelle-Orléans.

Hon. JAMES COOK,
Maire de Lowell.

Hon. ALVIN BEARD,
Maire de Nashua, N. H.

Hon. E. W. HARRINGTON,
Maire de Manchester, N. H.

Hon. JOHN ABBOTT,
Maire de Concord, N. H.

Hon. A. H. BULLOCK,
Maire de Worcester, Mass.

Hon. NATH'L SILSBEE,
Maire de Salem.

Hon. F. W. LINCOLN,
Maire de Boston, Mass.

Hon. WM. M. RODMAN,
Maire de Providence, R. I.

Hon. AMOS W. PRENTICE,
Maire de Norwich, Conn.

Hon. J. N. HARRIS,
Maire de New-London, Conn.

Hon. CHAS. F. RODIER,
Maire de Montréal, C.-E.

Hon. D. F. TIEMANN,
Maire de New-York City.

Hon. H. M. KINSTREY,
Maire de Hamilton, C.-W.

Hon. ADAM WILSON,
Maire de Toronto, C.-W.

Hon. R. M. BISHOP,
Maire de Cincinnati, O.

Hon. I. H. CRAWFORD,
Maire de Louisville, Ky.

Hon. JOHN SLOAN,
Maire de Lyons, Iowa.

Hon. JAMES McFEETER,
Maire de Brockville, C.-W.

Hon. JAMES W. NORTH,
Maire d'Augusta, Me.

Hon. HENRY COOPER, Jr.,
Maire d'Hallowell, Me.

Hon. JAMES S. DEECK,
Maire de Frédérickton, N.-B.

Hon. WILLARD NYE,
Maire de New-Bedford, Mass.

Hon. J. C. BLAISDELL,
Maire de Fall River, Mass.

Hon. W. H. CRANSTON,
Maire de New-Port, R.

Hon. FRED. STAHL,
Maire de Galena, Ill.

Hon. JOHN HOGDEN,
Maire de Dubuque, Iowa.

Hon. THOS. CRUTCHFIELD,
Maire de Chattanooga, Tenn.

Hon. ROBERT BLAIR,
Maire de Détroit, Mich.

Hon. LAVI DONNELL,
Maire de Columbus, Miss.

Hon. JOHN G. HAINES,
Maire de Chicago.

Hon. THOS. FRENCH,
Maire de Burlington, Iowa.

Hon. WILLIAM LEIGHTON,
Ex-Maire de Keokuk, Iowa; Maire de Tauscaloosa, Ala.

Hon. R. D. BAUGH,
Maire de Memphis, Ten.

Hon. HERMAN L. PAGE,
Maire de Wilkaukie, Wis.

Hon. W. W. VAUGHN,
Maire de Racine, Wis.

Hon. A. FARR,
Maire de Kenosha, Wis.

Hon. M. J. A. HEATH,
Maire de Selma, Ala.

Hon. A. J. NOBLE,
Maire de Montgomery, Ala.

Hon. W. S. HOLYBAD,
Maire de Columbus, Ga.

Hon. A. B. BROMBLE,
Maire de Toledo, Ohio.

Hon. C. H. BUHL,